



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 SEPTEMBRE 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 7th, 1946

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

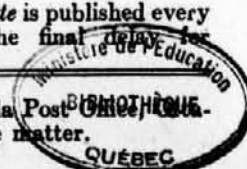
5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.  
12029 — 1-52

## Lettres patentes

"Birdee Togs Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1946, constituant en corporation: Jack Craft, Irbing Golfman, Abe Polaasky, manufacturiers, Dame Thelma Lieber Craft, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Jack Craft et dûment autorisée par ce dernier, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce, en gros et en détail, qui consiste à fabriquer et à passer des contrats, ou l'un ou l'autre ou les deux, de fabrication d'habits et vêtements d'enfants et de bébés, robes pour dames, manteaux, costumes, blouses, vêtements pour dames, vêtements et habits de toutes sortes pour hommes, ainsi que des vêtements de sport et vête-

## Letters Patent

"Birdee Togs Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1946, incorporating: Jack Craft, Irbing Golfman, Abe Polansky, manufacturers, Dame Thelma Lieber Craft, marchande publique, wife separate as to property of the said Jack Craft and by the latter duly authorized, and Philip S. Garonce, advocate, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business wholesale and retail, or the manufacturing and contracting, or either or both of manufacturing and contracting of children's and infant's wear and wearing apparel, ladies's dresses, cloaks, suits, blouses, ladies' wear, men's wear and clothing of all kinds, as well as sportswear, and wearing apparel of all kinds, and as dealers in wool-

ments de toutes sortes, et comme marchands de lainages et soieries et coton et toutes sortes d'étoffes et marchandises en pièces, sous le nom de "Birdee Togs Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3774 Boulevard St-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté au bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de mai 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15526 L. DÉSILETS.

**"Bleury Building Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Louis Mortimer Bloomfield, avocats, Yvonne Bélanger et Lillian Lipsey, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir et posséder la propriété immobilière consistant en ce certain emplacement ayant front sur la rue Bleury, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot 478 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1191, 1193 et 1197 rue Bleury, avec ensemble toutes les additions, appartenances, appliques, fournitures et accessoires y contenus ou acquis ou qui seront acquis pour les fins de son administration, et réparer, remodeler et construire toute bâtisse ou bâtisses dessus érigées, et agir comme locateurs d'immeubles et administrateurs relativement à iceux, sous le nom de "Bleury Building Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15527 L. DÉSILETS.

lens and silks and cottons and all kinds of cloth and piece goods, under the name of "Birdee Togs Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 3774 St. Lawrence Blvd., Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1946.

L. DÉSILETS,  
15526-o Deputy Attorney General.

**"Bleury Building Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Louis Mortimer Bloomfield, advocates, Yvonne Bélanger, and Lillian Lipsey, secretaries, filles majeures, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold and own the immoveable property consisting of that certain emplacement fronting on Bleury Street, in the City of Montreal, being known and designated as Lot 478 on the Official Plan and Book of Reference of the St. Lawrence Ward, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 1191, 1193 and 1197 Bleury Street, together with all additions, appurtenances, fixtures, furnishings and accessories therein contained or acquired or to be acquired for the purposes of administration thereof, and to repair, remodel and construct any building or buildings thereon erected, and to act as real estate lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Bleury Building Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 4,000 shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15527-o Deputy Attorney General.

**"Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: J.-Omer St-Louis, ingénieur mécanicien et électricien, Roland Blanchette, poseur de systèmes à vapeur, et Louis-Édouard Massé, marchand, tous des cité et district des Trois-Rivières, province de Québec dans les buts suivants:

Récréation athlétique et sportive et développement et délasserment physique, particulièrement pour acquérir, disposer et exploiter des terrains pour les fins susdites et construire les dits terrains, sous le nom de "Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée".

Les droits et pouvoirs accordés au "Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée" ne pourront pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents (500) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la Compagnie commencera ses opé-

**"Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: J.-Omer St-Louis, mechanical engineer and electrician, Roland Blanchette, steam systems fitter, and Louis Edouard Massé, merchant, all of the city and district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

Athletic and sportive recreation and physical development and relaxation, in particular, to acquire, dispose of and utilize lots of land for the aforesaid purposes and to build upon the said lands, under the name of "Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée".

The rights and powers granted to the "Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée" may not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill;

The capital stock of the company will be divided into five hundred (500) shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its

rations est de deux mille cinq cents dollars (\$2,500.00).

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15528-o L. DÉSILETS.

**"Compagnie du Lac Boivin Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Jules Boivin, conducteur de tramways, de la cité de Québec, Octave Boivin et Hervé Boivin, chauffeurs, Alexandre Boivin, cultivateur, tous trois de Saint-Gérard, René Boivin, marchand, et Maurice Boivin, commis, ces deux derniers de Val Saint-Michel, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et exploiter une propriété située à St-Gérard Magella, comté de Québec, et un lac qui se trouve sur cette propriété, de même qu'une écluse et un camp construits à cet endroit;

Exploiter généralement le lac et les terrains à être acquis par la compagnie, sous le nom de "Compagnie du Lac Boivin Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$25,000.00, divisé en 250 actions avec valeur au pair ou nominale de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val St-Michel, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15529-o L. DÉSILETS.

**"Consumers Trading Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juin 1946, constituant en corporation: Saul Goldberg, marchand, Edward, S. Berger et Benjamin L. Louis, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de négociants et manufacturiers de toutes sortes d'accessoires d'automobiles, outillage pour automobiles, accessoires électriques, ferronnerie, accessoires de plomberie et de chauffage, nouveautés, appareils de maison, textiles, lainages, machinerie, sous le nom de "Consumers Trading Corporation", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15530 L. DÉSILETS.

**"Cowansville Theatre Co."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel, avocats, et Ghislaine

operations is two thousand five hundred dollars (\$2,500).

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15528 Deputy Attorney General.

**"Compagnie du Lac Boivin Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, incorporating: Jules Boivin, street-cars' conductor, of the city of Quebec, Octave Boivin and Hervé Boivin, chauffeurs, Alexandre Boivin, farmer, all three of Saint-Gérard, René Boivin, merchant, and Maurice Boivin, clerk, the two latter of Val Saint-Michel, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and operate a property situate at St-Gérard Magella, county of Quebec, and a lake which is to be found on said property, and also a dam and a camp built at the said place;

To utilize the lake generally and also any lots of land to be acquired by the company, under the name of "Compagnie du Lac Boivin Limitée".

The amount of the capital stock of the company will be \$25,000, divided into 250 shares of a par or nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Val St-Michel, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15529 Deputy Attorney General.

**"Consumers Trading Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Saul Goldberg, marchand, Edward S. Berger and Benjamin L. Louis, advocates, all of the city and district of Montréal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of traders and manufacturers of all kinds of automobile accessories, automotive equipment, electrical equipment, hardware, plumbing and heating equipment, novelties, household appliances, textiles, woollen goods, machinery, under the name of "Consumers Trading Corporation", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15530-o Deputy Attorney General.

**"Cowansville Theatre Co."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Henri-Paul Lemay, Bernard LeBel, advocates, and Ghislaine Gagné, secretary, all of the city and district of Mont-

Gagné, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants: réal, Province of Québec, for the following purposes:

Posséder, louer et exploiter des théâtres et des endroits publics de représentations, salles de vues animées et y présenter des pièces, vues animées, actes de vaudeville et tous autres genres de représentations artistiques, sous le nom de "Cowansville Theatre Co."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents (500) actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille cinq cents dollars (\$2,500).

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15531 L. DÉSILETS.

**"Dominion Concerts Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Éli Michael Berger Alan B. Gold, tous deux de la cité d'Outremont, et Murray Lapin, de la cité de Montréal, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme gérant, agent et représentant de musiciens vocaux et instrumentistes, orchestres, ensembles, danseurs, individuels ou en groupes, d'acteurs de la scène et de l'écran et tous autres genres d'acteurs, sous le nom de "Dominion Concerts Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15532 L. DÉSILETS.

**"Ideal Supply Co."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juin 1946, constituant en corporation: John J. Gotlieb, avocat, Manuel Sachs, comptable agréé, et Joseph Feldgaier, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, louer, négocier, manufacturer, réparer, faire le négoce et le commerce par tous moyens d'automobiles, véhicules-moteurs, tracteurs, machines, moteurs, machinerie, chambres à air et pneus, outils et tous accessoires, pièces et outillage ou appareils de toutes sortes utilisés relativement à iceux, radios, appareils électriques, comprenant des réfrigérateurs et lessiveuses;

Acheter, acquérir et prendre comme une industrie en exploitation le commerce et l'entreprise ci-devant exercé dans la cité de Montréal, à 4800 rue St-Denis, par "Ideal Supply Co.", avec tous ou aucun des biens et dettes d'icelle et la payer en actions entièrement acquittées ou en argent.

Le nom corporatif de la présente corporation est: "Ideal Supply Co."

To own, rent and operate theatres and public show places, moving picture houses and offer therein plays, moving pictures, vaudeville acts and any other types of artistic exhibitions, under the name of "Cowansville Theatre Co."

The capital stock of the Company is divided into five hundred (500) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be two thousand five hundred dollars (\$2,500.00).

The head office of the company will be at Cowansville, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15531-o Deputy Attorney General.

**"Dominion Concerts Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Eli Michael Berger, Alan B. Gold, of the city of Outremont, and Murray Lapin, of the city of Montreal, all advocates, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as manager, agent and representative of musicians, vocal and instrumental, orchestras, ensembles, dancers, individually or in groups, stage, and screen actors and any other type of public entertainer, under the name of "Dominion Concerts Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 132 St. James Street West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15532-o Deputy Attorney General.

**"Ideal Supply Co."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1946, incorporating: John J. Gotlieb, advocate, Manuel Sachs, chartered accountant, and Joseph Feldgaier, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease, trade in, manufacture, repair, and deal in, every way in and with automobiles, motor vehicles, tractors, machines, motors, machinery, tubes and tires, tools and all accessories, parts and equipment or apparatus of any kind used in connection therewith, radios, electrical appliances including refrigerators and washing machines;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the city of Montreal at 4800 St. Denis Street by "Ideal Supply Co.", with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for same in fully paid up shares or in cash.

The corporate name of the present corporation is: "Ideal Supply Co."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions. Aucun transfert des actions de la compagnie ne peut être fait de quelque manière que ce soit à moins que le bureau de direction y ait consenti eu préalable;

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,

15533

L. DÉSILETS.

**"John Danaher Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juillet 1946, constituant en corporation: John Joseph Danaher, marchand, Jack Rafman, Peter Lurie, comptables, et Samuel Moskovitch, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, négociants et grossistes de toutes sortes de pantalons, habits, vêtements pour hommes et garçons et vêtements, habits prêts à porter, vêtements de sport, blouses, pantalons de sport, costumes de sport, chemises de sport et vêtements de toute sorte et description pour dames, et agir comme importateurs et exportateurs de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "John Danaher Inc."

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 380 (trois cent quatre-vingt) actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de \$100 (cent dollars) chacune; et en 2,000 (deux mille) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$13,800.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, chambre 2, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,

15534

L. DÉSILETS.

**"Kent Trading Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, de la cité de Montréal, Samuel E. Schwisberg et Cyril Schwisberg, tous deux de la cité d'Outremont, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général de grossistes et détaillants, importateurs et exportateurs, acheter et vendre et généralement faire le commerce de toutes formes de vêtements tricotés pour hommes, dames, bébés et enfants et toutes sortes de vêtements de travail, pantalons, culottes, chemises, coupe-vent, sous-vêtements, bas et tous ces autres articles qui peuvent être fabriqués de textiles;

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 100 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and 300 common shares of the par value of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares. No transfer of the shares of the company may be made in any manner whatsoever unless the Board of Directors shall previously have consented thereto;

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1946.

L. DÉSILETS,

15533-o

Deputy Attorney General.

**"John Danaher Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1946, incorporating: John Joseph Danaher, merchant, Jack Rafman, Peter Lurie, accountants, and Samuel Moskovitch, advocate, all of the City and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, jobbers and wholesalers of all kinds of men's and boys' pants, clothing, wearing apparel and ladies' clothing, ready-to-wear, sportswear, blouses, slacks, slack suits, sport shirts and clothing of every sort and description, and to act as importers and exporters of all kinds of clothing, under the name of "John Danaher Inc."

The capital stock of the Company is to be divided into 380 (Three Hundred and Eighty) redeemable preferred shares of a par value of \$100.00 (One Hundred Dollars) each; and 2,000 (Two Thousand) common shares of no nominal or par value;

The amount with which the company will begin its operations shall be not less than \$13,800.00.

The head office of the Company will be at 423 Mayor Street, Room 2, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,

15534-o

Deputy Attorney General.

**"Kent Trading Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June 1946, incorporating: Samuel Greenblatt, of the city of Montreal, Samuel E. Schwisberg and Cyril Schwisberg, both of the city of Outremont, all advocates, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of wholesalers and retailers, importers and exporters, to buy and sell and generally deal in, all form of men's, ladies', infants' and children's knitted wear and all kinds of work clothes, pants, breeches, shirts, windbreakers, underwear, stockings and all such other similar articles which can be manufactured from textiles;

Exercer le commerce général de grossistes et détaillants, importateurs et exportateurs, acheter et vendre et généralement faire le commerce de ferronnerie, outils, ustensiles de maison, bijouterie, articles en cuir et menus objets, sous le nom de "Kent Trading Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 340, Édifice Dominion Square, 1010 ouest, r.e Ste-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15535 L. DÉSILETS.

To carry on generally the business of wholesalers and retailers, importers and exporters, to buy and sell and to generally deal in hardware, tools, household utensils and appliances, electrical appliances, household furnishings, jewellery, leather goods and smallwares, under the name of "Kent Trading Corporation", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Room 340, Dominion Square Bldg., 1010 St. Catherine Street West, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"La Briqueterie St-Tite Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Alfred Crête, industriel, Albert Carrier, comptable, et André Crête, contracteur, tous de Saint-Tite, dans le district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et exploiter la briqueterie, actuellement la propriété des dits Alfred Crête, Albert Carrier et André Crête, y compris le commerce, les immeubles, les bâtisses, les engins, les bouilloires, le bois, la brique, les outils, les machineries, les appareils et les accessoires servant à l'exploitation de la dite briqueterie;

Manufacturer, produire, vendre, négocier, importer ou exporter et faire le commerce en général, en gros et en détail, de briques, tuiles, tuyaux, poteries, matériaux de construction et autres produits connexes;

Agir comme constructeur ou entrepreneur, sous le nom de "La Briqueterie St-Tite Ltée", avec un capital total de \$48,000.00, divisé en 480 actions de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15536-o L. DÉSILETS.

**"La Briqueterie St-Tite Ltée"**

Notice is hereby given that, under Part of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of July, 1946, incorporating: Alfred Crête, manufacturer, Albert Carrier, accountant, and André Crête, contractor, all of Saint-Tite, in the district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and operate the brick-yard, actually the property of Alfred Crête, Albert Carrier and André Crête, including the business, immovables, buildings, engines, boilers, wood, brick, tools, machinery, apparatus and accessories used in the operating of the said brick-yard;

To manufacture, produce, sell, trade, import and export and deal generally, wholesale and retail, in bricks, tiles, pipes, pottery, building requisites and other products connected therewith;

To act as builder or contractor, under the name of "La Briqueterie St-Tite Ltée", with a total capital stock of \$48,000, divided into 480 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Tite, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"La Compagnie Édouard Jutras Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Édouard Jutras, ouvrier, domicilié à Saint-Célestin, Émile Hébert, fabricant de beurre et fromage, domicilié à Saint-Sylvere, tous deux du district de Nicolet, et Émile Jutras, ouvrier, domicilié à La Visitation, district de Richelieu, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir les machines, les meubles qui font actuellement partie du commerce de meubles de Édouard Jutras, de la paroisse de St-Célestin, comté de Nicolet, en comprenant le terrain, les machineries, la clientèle, les livres, entrepôts et tous les accessoires;

Manufacturer, exporter, importer, acheter, vendre, négocier et faire le commerce de meubles de toutes sortes, tels que mobiliers de maison, chaises, jouets et autres objets d'utilité ou d'or-

**"La Compagnie Édouard Jutras Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the nineteenth day of July, 1946, incorporating: Édouard Jutras, workman, domiciled at Saint-Célestin, Émile Hébert, butter and cheese maker, domiciled at Saint-Sylvere, both of the district of Nicolet, and Émile Jutras, workman, domiciled at La Visitation, district of Richelieu, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, acquire the machines, furniture, actually forming part of the furniture business of Édouard Jutras, of the parish of St-Célestin, county of Nicolet, including the land, machinery, custom, books, warehouses and all accessories;

To manufacture, export, import, purchase, sell, trade and deal in all kinds of furniture, such as household furniture, chairs, toys and other useful and ornamental objects, whether made of wood

nementation, soit en bois ou en métal ou en d'autres matériaux de toutes sortes;

Faire le commerce de bois, acheter des coupes de bois, les faire exploiter au profit de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer toutes sortes de matériaux, tels que bois, fer, verre, plastique, peintures, ciment, briques et autres matériaux de toutes sortes qui peuvent entrer dans la fabrication des meubles et des bâtisses de toutes sortes, sous le nom de "La Compagnie Édouard Jutras Limitée", avec un capital total de \$60,000.00, divisé en 500 actions communes d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Célestin, dans le district de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15537-o L. DÉSILETS.

**"La Ligue des Propriétaires de Duparquet, Québec"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Hermas Labrosse, gardien de pompe, Casey S. Clark, "Steamfitter", Paul Wettring, Joseph-Phaldora Marleau, Ralph Seravalle et Paul-Arthur Gagnon, marchands, Ubald Sauvé, restaurateur, Adélar Levesque et Cyrille Gionnais, menuisiers, tous de Duparquet, dans le district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Grouper dans un corps social, tous les propriétaires de biens-fonds imposables dans les limites de la Ville de Duparquet, comté d'Abitibi-Ouest, Province de Québec, considérer et discuter toutes questions touchant les intérêts des propriétaires de biens-fonds dans la ville de Duparquet, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Duparquet, Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.00.

Le siège social de la corporation sera à la ville de Duparquet, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15538-o L. DÉSILETS.

**"Le Maître Voilier Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'août 1946, constituant en corporation: Wilbrod Langlais, négociant, Antonio Langlais, C.R., avocat, et Louis Langlais, avocat, tous des cités et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, céder, échanger ou autrement acquérir, construire et posséder des coques, cales, bateaux, remorqueurs, yachts, goélettes, navires de tous genres, sous-marins, armes et munitions, chaloupes, agrès, mâtures, voilures, engins, moteurs, appareils de télégraphie sans-fil, de transmission, de détection et tous autres appareils pouvant aider la navigation tant au long cours que dans les mers et fleuves intérieurs;

or metal or of other materials of any kind;

To carry on a lumber business, purchase timber cuts and operate same for the company's benefit;

To purchase, sell, manufacture all kinds of materials, such as wood, iron, glass, plastic, paint, cement, brick and any other kind of materials, which may enter into the manufacture of furniture and of buildings of any kind, under the name of "La Compagnie Édouard Jutras Limitée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each, and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Célestin, in the district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15537 Deputy Attorney General.

**"La Ligue des Propriétaires de Duparquet, Québec"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Joseph-Hermas Labrosse, pump warden, Casey S. Clark, steamfitter, Paul Wettring, Joseph-Phaldora Marleau, Ralph Seravalle and Paul-Arthur Gagnon, merchants, Ubald Sauvé, restaurant keeper, Adélar Levesque and Cyrille Gionnais, carpenters, all of Duparquet, in the district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To group into a social body, the owners of taxable real estate within the limits of the town of Duparquet, county of Abitibi-West, Province of Quebec, to consider and discuss all questions respecting the interests of real estate owners, in the town of Duparquet, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Duparquet, Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be in the town of Duparquet, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15538 Deputy Attorney General.

**"Le Maître Voilier Inc."**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1946, incorporating: Wilbrod Langlais, merchant, Antonio Langlais, K.C., advocate, and Louis Langlais, advocate, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, assign, exchange or otherwise acquire, build and own hulls, docks, boats, tugs, yachts, schooners, ships of every kind, submarines, arms and munitions, skiffs, rigging, masts, sails, engines, motors, wireless telegraph apparatus, transmission, detection and any other apparatus capable of aiding navigation both for voyages across high seas and for those on inland seas and rivers;

Faire le transport des marchandises et des passagers tant dans les mers et fleuves intérieurs qu'au long cours;

Faire la réparation des navires et, à cette fin, acquérir et posséder des cales-sèches, des chantiers de construction, sous le nom de "Le Maître Voilier Inc.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sixième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15539-o L. DÉSILETS.

To carry on the transportation of merchandise and passengers both in inland seas and rivers and across high seas;

To engage in ship repair and for such purpose to acquire and own dry docks and shipyards, under the name of "Le Maître Voilier Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Les Messageries du Saint-Laurent Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Bernadé Charette, comptable, Germaine Bazinet et Pauline Dontigny, sténographes, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le négoce ou le commerce de lithographes, graveurs, d'imprimerie, publicistes, éditeurs, photographes, relieurs, libraires, papetiers et agents de publicité en général, et de tout ce qui peut se rapporter aux industries, négoce et commerces ci-dessus, sous le nom de "Les Messageries du Saint-Laurent Ltée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$30,000.00, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1.00 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15540-o L. DÉSILETS.

**"Les Messageries du Saint-Laurent Ltée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of July, 1946, incorporating: Bernadé Charette, accountant, Germaine Bazinet and Pauline Dontigny, stenographers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of lithographers, engravers, printers, publishers, editors, photographers, book-binders, stationers, paper dealers, and general publicity agents, and anything capable of being connected with the aforesaid industries, trades or businesses, under the name of "Les Messageries du Saint-Laurent Ltée".

The amount of the joint capital stock of the company will be \$30,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each, and 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Le Syndicat d'Initiative de Lévis, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Marcel Fortier, industriel, Thomas Lambert, Roger Thibaudeau, avocats, Philippe Bernier, arpenteur géomètre et ingénieur forestier, tous quatre de Lévis, et John Marmen, marchand, Paul-Émile Samson, architecte, et Josaphat Vallières, surintendant aux chantiers Geo. T. Davie & Sons, Ltd, ces trois derniers de Lauzon, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, encourager, favoriser et activer l'établissement de nouvelles industries dans la ville de Lévis ou dans un rayon de vingt milles de la ville de Lévis; y encourager et aider les industries existantes ou futures et généralement promouvoir, encourager, favoriser et activer les progrès et développement de la ville de Lévis au point de vue industriel, commercial et économique;

Promouvoir, encourager, favoriser et activer le développement touristique de Lévis et de la banlieue et les amusements de toutes sortes pour la population et, à cet effet, acheter, construire, bâtir, louer et ou autrement acquérir et posséder aménager des centres civiques, récréatifs, hôtels, clubs, restaurants, cafés, tavernes, salles de

**"Le Syndicat d'Initiative de Lévis, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1946, incorporating: Marcel Fortier manufacturer, Thomas Lambert, Roger Thibaudeau, advocates, Philippe Bernier, land surveyor and forest engineer, all four of Lévis, and John Marmen, merchant, Paul-Émile Samson, architect, and Josaphat Vallières, shipyards-superintendent, of Geo. T. Davie & Sons, Ltd, the three latter of Lauzon, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, encourage, favour and activate the establishment of new industries in the town of Lévis or within a radius of twenty miles from the town of Lévis; to encourage and aid existing or future industries and, generally, to promote, encourage, favour and activate the progress and development of the town of Lévis from an industrial, commercial and economic standpoint;

To promote, encourage, favour and activate the touristic development of Lévis and banlieue, and amusements of every kind for the population, and for such purpose, to purchase, erect, build, lease or otherwise acquire and own, equip civic centres, recreation centres, hotels, clubs, restaurants, cafés, taverns, refreshment rooms,

rafraichissement, salles de danse, salles d'amusements, salles de lecture, d'écriture, journaux et bibliothèques, cottages, résidences et habitations et les vendre, louer, échanger ou autrement en disposer, et en général exercer de quelque manière que ce soit et dans toutes ou aucune de leurs branches respectives le commerce et les occupations qui consistent à entretenir et exploiter des centres civiques, récréatifs, hôtels, clubs, restaurants, cafés, tavernes, échoppes et salles de rafraichissement, chambres, maisons de pension, huttes, cottages, résidences et habitations et, à ce sujet, faire le commerce d'hôtelier, débitant de boisson, vin, bière, spiritueux, et marchand de tabac, cigares, cigarettes, revues, journaux, magazines, souvenirs, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres liqueurs douces, et fournisseurs et pourvoyeurs d'amusements publics en général, vendeurs de gazoline, d'huile et autres accessoires nécessaires pour automobiles;

Les pouvoirs accordés ne seront pas interprétés comme permettant le jeu, les jeux de hasard ou jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Exploiter au détail et en gros un commerce de bijouterie, verrerie, porcelaine, objets d'art, céramiques et poteries, tableaux, sculptures, articles de cuir, cuivre et de fer forgé, livres, bibelots en général, antiquités, meubles meublants, vannerie, produits de l'artisanat et tous objets d'industrie domestique, tapis, catalogues, et tissage en général, tentures et tissus et tous autres objets habituellement vendus aux touristes, sous le nom de "Le Syndicat d'Initiative de Lévis, Limitée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$10,000.00, divisé en 2,000 actions de \$5.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, dix-neuvième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15541-o L. DÉSILETS.

dance halls, amusement halls, reading and writing rooms, newspapers and libraries, cottages, residences and dwellings, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of same, and generally, in any manner whatsoever, to carry on in all or any of their respective branches, the business and occupations which consist in the maintenance and operation of civic centres, recreation centres, hotels, clubs, restaurants, cafés, taverns, shops and refreshment-rooms, rooms, boarding houses, cabins, cottages, residences and dwellings, and to that effect to carry on business as hotel-keeper, dealer in beverages, wine, alcoholic liquor and dealer in tobacco, cigar, cigarettes, reviews, newspapers, magazines, souvenirs, importers and manufacturers of aerated waters, mineral and artificial, and other soft drinks and caterers and purveyors of amusement for the public in general, sellers of gasoline, oil and other automobile requisites.

The powers granted shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill.

To carry on, retail and wholesale, a jewelry, glassware, china business, deal in works of art, ceramic and pottery, pictures, sculpture, leather, brass or wrought iron goods, books, fancy goods in general, antiques, furniture, basket work, craftwork and any home-manufactured articles, carpets, "catalogues" and home-spuns in general, draperies and materials, and any other objects usually sold to tourists, under the name of "Le Syndicat d'Initiative de Lévis, Limitée".

The amount of the joint capital stock of the company will be \$10,000, divided into 2,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Lévis, in the district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15541 Deputy Attorney General.

**"L'Étude au Foyer Limitée"**  
**"Home Study Publishing Company Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de juillet 1946, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, tous deux avocats, et Robert John Forster, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Publier, éditer, imprimer, fabriquer, acquérir, acheter, vendre, importer, exporter, louer, distribuer, faire circuler des livres, journaux, périodiques, revues, magazines, publications et tous autres imprimés, de plus, faire commerce de librairie, de publicité, de reliure et de photographie, et fabriquer du papier, de l'encre ou tous autres produits, composés, matières ou choses qui peuvent être nécessaires ou utiles aux différents services et commerces de la compagnie, sous le nom de "L'Étude au Foyer Limitée — Home Study Publishing Company Ltd.", avec un capital total de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Les actions de la compagnie ne peuvent être transférées sans le consentement de la majorité des directeurs;

**"L'Étude au Foyer Limitée"**  
**"Home Study Publishing Company Ltd."**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of July, 1946, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, both advocates, and Robert John Forster, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To publish, edit, print, manufacture, acquire, purchase, sell, import, export, lease, distribute, circulate, books, newspapers, periodicals, reviews, magazines, publications and any other printed matter, moreover, to deal in stationery, publicity, binding and photography, and to manufacture paper, ink or any other products, compounds, matters or things which may be required or useful for the various services and businesses of the company, under the name of "L'Étude au Foyer Limitée — Home Study Publishing Company Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The shares of the company may not be transferred without the consent of the majority of the Directors;

Le nombre des membres ou actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deuxième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15542-o L. DESILETS.

"Ligue de Vigilance Sociale"  
"Citizens' Vigilance League"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Son Excellence Monseigneur Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, Très Révérend John Dixon, Bishop of Montreal, Révérend Edwin White, Moderator Presbytery of Montreal, Révérend Harry Gilbert Tuttle, Moderator Montreal United Church, Oleg Wladimir Rodomar, Russian Greek Orthodox Church, Révérend John Yrttima, Minister St-Michael's Finnish Lutheran Church, Révérend Stanley Sage Stock, Minister Madison Baptist Church, Lieutenant-Colonel Matt Junker, Divisional Commander Salvation Army, Révérend Hirsh Cohen, Président of Montreal Council of Orthodox Rabbis, Joseph-Alfred Bernier, président de J. A. Bernier & ses Fils, Dr Lemuel Price Ereaux, médecin, Dr James Cyril Flanagan, dentiste, et Dr Magnus Ignatius, Seng, chirurgien, tous de la ville de Montréal, et Édouard Fabre Surveyer, juge de la Cour Supérieure, Horace Rives Cohen, manufacturier, tous deux de la cité d'Outremont, et Philippe Dehase, chef Bureau Information C.N.R., de la ville de Saint-Lambert, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans but pécuniaire, continuer, à titre de successeur, l'œuvre et les fonctions de la Ligue de Vigilance Sociale — Citizens' Vigilance League, société non enregistrée; accepter le transport de l'actif, du passif et des obligations de ladite société non enregistrée, et assumer ses obligations et responsabilités, sans en rien excepter; combattre les maladies vénériennes, les sources d'infection, et particulièrement la prostitution commercialisée; combattre le jeu commercialisé et tout établissement de désordre; exercer une surveillance attentive à la solution des problèmes créés par ces exploitations et autres qui violent la loi et constituent un danger pour la morale, la santé et l'ordre public; étudier et proposer des méthodes et moyens destinés à assurer le respect de la loi et de la morale dans le but d'enrayer ces maux, et faire dans ce sens des suggestions aux autorités compétentes, coordonner et diriger dans ce sens l'effort commun des citoyens et groupes, sans distinction de langue ou de culte et indépendamment de tout organisme ou parti politique; et par tout moyen jugé utile, protéger la jeunesse, l'institution du mariage et de la famille, sous le nom de "Ligue de Vigilance Sociale — Citizens' Vigilance League".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille (\$25,000.00) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal:

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15543-o L. DESILETS.

The number of the members or shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of July, 1946.

L. DESILETS,  
15542 Deputy Attorney General.

"Ligue de Vigilance Sociale"  
"Citizens' Vigilance League"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: His Excellency Monseigneur Joseph Charbonneau, Archbishop of Montreal, Very Reverend John Dixon, Bishop of Montreal, Reverend Edwin White, Moderator Presbytery of Montreal, Reverend Harry Gilbert Tuttle, Moderator Montreal United Church, Oleg Wladimir Rodomar, Russian Greek Orthodox Church, Reverend John Yrttima, Minister St. Michael's Finnish Lutheran Church, Reverend Stanley Sage Stock, Minister Madison Baptist Church, Lieutenant Colonel Matt Junker, Divisional Commander Salvation Army, Reverend Hirsh Cohen, President of Montreal Council of Orthodox Rabbis, Joseph Alfred Bernier, president of J. A. Bernier & ses Fils, Dr. Lemuel Price Ereaux, physician, Dr. James Cyril Flanagan, dentist, and Dr. Magnus Ignatius Seng, surgeon, all of the city of Montreal, and Edouard Fabre Surveyer, Judge of the Superior Court, Horace Rives Cohen, manufacturer, both of the city of Outremont, and Philippe Dehase, chief of C.N.R. Information Bureau, of the town of Saint-Lambert, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes: Without purpose of pecuniary gain, to continue as successor, functions of La Ligue de Vigilance Sociale — Citizens' Vigilance League" an unregistered society; to accept the transfer of the assets, liabilities and bonds of the said unregistered society, and to take over its obligations and responsibilities, without any exception, to fight venereal diseases, sources of infection and, in particular commercialized prostitution; to fight commercialized gambling and any disorderly establishments; to exercise attentive supervision as to the solution of the problems created by such establishments and others, which violate the Law and are a danger for morals, health and public order; to study and propose methods and means intended to secure respect of Law and morals, for the purpose of stopping such evils, and, to that effect, to make suggestions to the competent authorities, to coordinate and direct for this purpose, the common effort of citizens and groups without any distinction of language, or belief, and independently of any organism or political party; and, by any means deemed useful, to give protection to youth, to the institution of marriage and to family, under the name of "Ligue de Vigilance Sociale — Citizens' Vigilance League".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DESILETS,  
15543 Deputy Attorney General.

**"Loom Sales Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: Manuel A. Mendell, avocat, Irving Melnick, vendeur, Julius Lipson, manufacturier, tous de la cité de Montréal, et Alice Axelrod, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'agents de manufacturiers, courtiers à commission, acheteurs d'importation et d'exportation de toutes sortes de produits du métier à tisser, textiles, habits, marchandises sèches, vêtements et accessoires, appareils de maison, nouveautés et tous articles faits de fils, coton, métal, verre, plastique, bois ou caoutchouc;

Manufacturer, produire, acheter, importer, ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement disposer ou faire le commerce comme grossistes et détaillants, ou l'un ou l'autre, de produits du métier à tisser, fils, habits, textiles, marchandises sèches, vêtements et accessoires, appareils de maison et nouveautés, sous le nom de "Loom Sales Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Aucun actionnaire n'aura le droit de transférer ses actions à moins que ce transfert ait été autorisé et sanctionné par une résolution adoptée à une assemblée des directeurs où tous étaient présents et ont voté en faveur du transfert.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15544 L. DÉSILETS.

**"Loom Sales Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: Manuel A. Mendell, advocate, Irving Melnick, salesman, Julius Lipson, manufacturer, all of the City of Montreal, and Alice Axelrod, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer's agents, commission brokers, export and import buyers of all kinds of loom products, textiles, clothing, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of yarn, cotton, metal, glass, plastic, wood or rubber;

To manufacture, produce, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal as wholesaler and retailer or either, in or with loom products, yarns, clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances and novelties under the name of "Loom Sales Corporation", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2000 shares of \$10.00 each.

No shareholder shall be entitled to transfer his shares unless transfer has been authorized and sanctioned by a resolution adopted at a meeting of directors where all were present and voted in favour of the transfer.

The shareholders of the company shall be limited in number to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15544-o Deputy Attorney General.

**"L. Pepin Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huitième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, avocat, Jean-Noël Boulay, comptable, et Claude Leroux, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, distribuer toutes machines, tout matériel, tous outils et tous accessoires actuellement utilisés et qui pourront être utilisés dans l'avenir pour la préparation, la transformation et la distribution des produits de la ferme, sous le nom de "L. Pepin Inc.", avec un capital total de \$40,000.00 divisé en 4,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ours, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le huitième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15545-o L. DÉSILETS.

**"L. Pepin Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July, 1946, incorporating: Reginald D. Tormey, advocate, Jean-Noël Boulay, accountant, and Claude Leroux, stenographer, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, distribute any machines, any material, tools and accessories presently used or which may in future be used, for the preparation, transformation and distribution of farm products, under the name of "L. Pepin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Ours, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15545 Deputy Attorney General.

**"Manoir St-Romuald Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of

du troisième jour d'août 1946, constituant en corporation: J.-Émile Thomas, industriel, Dame Marcelle Léger Thomas, épouse séparée de biens de J.-Émile Thomas, et dâment autorisée par lui aux fins des présentes, et Maurice Daigle, gérant Caisse populaire, tous de St-Romuald, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie en général;  
Exercer le commerce en détail de tabac, cigarettes, cigares, bonbons, chocolats, friandises et accessoires pour fumeurs, revues, journaux, livres;

Tenir un restaurant, y servir des repas, goûters, et exercer en général le commerce des articles se vendant dans un restaurant, sous le nom de "Manoir St-Romuald Inc.", avec un capital total de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le troisième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15546-o L. DÉSILETS.

August, 1946, incorporating; J.-Émile Thomas, manufacturer, Dame Marcelle Léger Thomas, wife separate as to property of J.-Émile Thomas, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Maurice Daigle, manager Caisse Populaire, all of St-Romuald, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general hotel business;  
To deal, retail, in tobacco, cigarettes, cigars, candies, chocolates, sweets and smokers' supplies, magazines, newspapers, books;

To keep a restaurant, to serve meals, lunches, and deal generally in articles sold in restaurants, under the name of "Manoir St-Romuald Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Romuald, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15546 Deputy Attorney General.

**"Moore & Frère Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Hector Moore, Lionel Moore, manufacturiers, et Georges Barbeau, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce de produits en métal et machinerie, y compris des escaliers, échelles de sauvetage, marquises, balcons, grillages en métal, balustrades, échelles et portes métalliques, croix, foyers, structures métalliques et autres produits, ouvrages, machines, appareils de toutes sortes dans la fabrication desquels entre du métal, ainsi que tous leurs accessoires en métal ou autre substance;

Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneur en réparations desdits produits et ouvrages en métal ou en métal forgé, ainsi que desdits appareils, machines, automobiles, outillages, y compris la soudure, le débossage et autres travaux mécaniques, sous le nom de "Moore et Frère Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 400 actions de \$50.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15547-o L. DÉSILETS.

**"Moore & Frère Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July, 1946, incorporating: Hector Moore, Lionel Moore, manufacturers, and Georges Barbeau, accountant, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, export, import and engage in the business of metal products and machinery, including staircases, safety ladders, marquees, balconies, metal gratings, balustrades, metallic ladders and doors, crosses, fireplaces, metallic structures and other products, works, machines, apparatus of every kind, in the manufacture whereof metal may enter, and also all accessories thereof whether of metal or other substances;

To carry on trade and business as contractor for repairing of the said products and metal or wrought metal, and also any said apparatus machines, automobiles, equipment, including soldering, undenting and other mechanical works, under the name of "Moore and Frère Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15547 Deputy Attorney general.

**"Northern Plumbing Limited"**

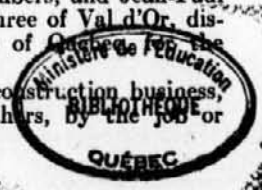
Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Ephrem Perras, Marcel Biron, plombiers, et Jean-Paul Lalonde, comptable, tous trois de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la construction générale tant pour soi que pour les autres, à l'entreprise ou autrement;

**"Northern Plumbing Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1946, incorporating: Ephrem Perras, Marcel Biron, plumbers, and Jean-Paul Lalonde, accountant, all three of Val d'Or, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general construction business, either for itself or for others, by the job or otherwise;



Exercer les métiers d'ouvriers en métal, plombiers, ferblantiers et couvreurs dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Northern Plumbing Limited", avec un capital total de \$48,000.00, divisé en 4,800 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15548-o L. DESILETS.

To carry on business as metal workers, plumbers, tinsmiths and roofers, in all the specialties thereof, under the name of "Northern Plumbing Limited", with a total capital stock of \$48,000, divided into 4,800 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of July, 1946.

L. DESILETS,  
15548 Deputy Attorney General.

**"Orphelinat Saint-Joseph de Waterville"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de juillet 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-A. Leclerc, en religion Frère Dominique, Georges-E. Fecteau, en religion Frère Georges, Rosaire Daigle, en religion Frère Justinien, Théodore Nichols, en religion Frère Roland, et Donat Aubin, en religion Frère Aubin, tous de la congrégation de Sainte-Croix, à Waterville, dans le district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Secourir les orphelins, les instruire et leur enseigner la science de l'agriculture, de l'élevage, de l'industrie laitière ainsi que tous les arts, métiers et industries;

Pour rendre plus profitable son enseignement agricole, garder, maintenir et exploiter des fermes agricoles, fermes expérimentales et fermes modèles devant servir à l'enseignement théorique et pratique des élèves qui suivent les cours donnés; acquérir, construire et posséder des bâtiments devant servir à l'établissement et à l'exploitation de ces fermes, acquérir et posséder des animaux, soit de race, soit de travail, des instruments agricoles et tous accessoires de ferme, et faire tous actes se rapportant à l'exploitation ordinaire d'une ferme agricole, sous le nom de "Orphelinat Saint-Joseph de Waterville".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Waterville, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le seizième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15549-o L. DESILETS.

**"Paraplastics Ltd."**

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1946, constituant en corporation: Ronald Trent, de la cité de New-York, États-Unis d'Amérique, administrateur, Melvin Salmon, avocat, et June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous deux des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de plastiques en feuilles, produits en plastique en général, habits, vêtements de sport, mercerie, vêtements et accessoires, marchandises sèches, textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits

**"Orphelinat Saint-Joseph de Waterville"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Georges A. Leclerc, in religion Frère Dominique, Georges E. Fecteau, in religion Frère Georges, Rosaire Daigle, in religion Frère Justinien, Théodore Nichols, in religion Frère Roland, and Donat Aubin, in religion Frère Aubin, all of the "Congrégation de Sainte-Croix", at Waterville, in the district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To assist orphans, educate them, teach them the science of agriculture, stock-breeding, dairy industry, and also all arts, trades and industries;

In order to render more profitable its agricultural teaching, to keep, maintain and operate agricultural, experimental and model farms which may serve for the technical and practical teaching of the pupils who may be following the given courses; to acquire, build and own the buildings to be used in the establishment and operation of such farms, to acquire and own animals, whether thoroughbred, or working cattle, agricultural implements and all farm accessories, and to perform any acts connected with the usual operating of an agricultural farm, under the name of "Orphelinat Saint-Joseph de Waterville".

The amount to which the annual revenue of the immovable property which the corporation may possess is to be limited is one hundred thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Waterville, in the district of Saint Francis.

Dated at the Office of the Attorney General, this sixteenth day of July, 1946.

L. DESILETS,  
15549 Deputy Attorney General.

**"Paraplastics Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1946, incorporating: Ronald Trent, of the City of New-York, United States of America, executive, Melvin Salmon, advocate, and June Kirlin, stenographer, spinster, both of the city and district of Montreal, Province of Quebec, all for the following purposes:

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of plastic sheeting, plastic products generally, clothing, sportswear, haberdashery, wearing apparel and accessories, dry goods, textile products, novelties, and all articles made out of plastic, textiles, fabrics, rubber, wood,

en plastique, textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal; filer, tisser, manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine et autres textiles; exercer le commerce de courtiers à commission, agents de manufacturiers, acheteurs d'importation et d'exportation, grossistes et détaillants de toutes sortes de plastiques en feuilles, produits en plastique en général, habits, vêtements et accessoires, vêtements de sport et mercerie, marchandises sèches, textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de plastiques, textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Paraplastics Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15550 L. DÉSILETS.

"Pontiac Oil Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Joseph-Alexandre Dansereau, commerçant, Joseph Bahen, gérant, Joseph Sarrazin, contremaître, tous trois de la cité de Montréal, et Antonio Lamarre, gérant des ventes, et Bruno Sanssouci, comptable, tous deux de Verdun, et tous du district de Montreal, province de Quebec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchands, importateurs et exportateurs et commerçants en gros et en détail de gazoline, d'huile à moteur et combustible de toutes sortes et descriptions, ainsi que de leurs produits et sous-produits;

Acquérir par achat, location ou autrement, des puits d'huile et autres dépôts de combustibles, les développer et exploiter, les louer, vendre ou autrement en disposer, en tout ou en partie, ainsi que de leurs produits;

Installer, vendre, acheter, importer, exporter des brûleurs à l'huile et accessoires, des machines à air conditionné ou tout autre appareil destiné à réchauffer, à refroidir ou à extraire l'humidité, que cet appareil fonctionne à l'huile ou à l'électricité, sous le nom de "Pontiac Oil Co. Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 41 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quatre mille cent dollars.

Le siège social de la compagnie sera à 0927, rue Charlevoix, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15551-o L. DÉSILETS.

"Princess Manufacturing Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de juin

glass, aluminum or metal; to spin, weave, manufacture, produce, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool and other textiles; to carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents, export and import buyers, wholesalers and retailers of all kinds of plastic sheeting, plastic products generally, clothing, wearing apparel and accessories, sportswear and haberdashery, dry goods, textiles, textile products, novelties and all articles made out of plastic textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminum or metal, under the name of "Paraplastics Ltd."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100.00 each, and 100 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head Office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15550-o Deputy Attorney General.

"Pontiac Oil Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating Joseph Alexandre Dansereau, trader, Joseph Bahen, manager, Joseph Sarrazin, foreman, all three of the city of Montreal, and Antonio Lamarre, sales manager, and Bruno Sanssouci, accountant, both of Verdun, and all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes.

To carry on business as merchants, importers and exporters of and wholesale and retail dealers in gasoline, motor oil and fuel oil of every kind and description, and also the products and by-products thereof;

To acquire by purchase, lease or otherwise, oil-wells and other fuel deposits, to develop, operate, lease, sell or otherwise dispose thereof, in whole or in part, and also of their products;

To install, sell, purchase, import, export oil burners and accessories, air-conditioned machines and any other apparatus intended to warm, to cool or to extract humidity, whether such apparatus be worked by oil or by electricity, under the name of "Pontiac Oil Co. Ltd."

The capital stock of the company will be divided into 41 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is four thousand one hundred dollars.

The head office of the company will be at 0927 Charlevoix street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15551 Deputy Attorney General.

"Princess Manufacturing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1946, incorporating: Samuel David

1946, constituant en corporation; Samuel David Rudenki, Clarence R. Gross et Mortimer Weinfield, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, vêtements pour dames et messieurs, habits et fournitures de toute sorte et description et la matière première utilisée dans ou pour ceux, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Princess Manufacturing Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en deux cents actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Aucun appel sera fait au public pour souscrire aux actions;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15552 L. DÉSILETS.

**"Raymond Motor Supply Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1946, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et conseil en loi du Roi, William Edwin Learned, banquier retraité, et Helen Hague, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer, vendre, louer, utiliser, exploiter, entretenir, donner à bail, négocier, faire le commerce, disposer, réparer, exporter et importer des moyens de transport et véhicules et leurs accessoires ou pièces de toute sorte et description susceptibles d'être actionnés par toute forme d'énergie sur terre, dans ou sur l'eau ou dans l'air, comprenant, sans nuire à la généralité des précédents, des automobiles, camions, tracteurs, taxis, autobus, motocyclettes, bicyclettes, bateaux, aéroplanes et vaisseaux aériens et leurs accessoires et morceaux de toute sorte et nature, sous le nom de "Raymond Motor Supply Ltd."

Le capital-actions de la compagnie consistera en mille (1000) actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en quatre mille (4000) actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15553 L. DÉSILETS.

**"St-Eustache Golf & Country Club Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapi-

Rudenki, Clarence R. Gross and Mortimer Weinfield, all advocates, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "Princess Manufacturing Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into two hundred preferred shares of the par value of \$100.00 each, and two hundred (200) common shares of the par value of \$100.00 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares;

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15552-o Deputy Attorney General.

**"Raymond Motor Supply Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1946, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and King's Counsel, William Edwin Learned, retired banker, and Helen Hague, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, manufacture, sell, lease, use, operate, maintain, let for hire, deal in, deal with, dispose of, repair, export and import conveyances and vehicles, and accessories, or parts thereof, of every kind or description capable of being moved by any form of power on land, in or on water, or in the air, including without prejudice to the generality of the foregoing, automobiles, trucks, tractors, taxicabs, busses, motorcycles, bicycles, boats, aeroplanes, and aerostats, and supplies and fittings thereof of every kind and nature, under the name of "Raymond Motor Supply Ltd."

The capital stock of the company shall consist of One Thousand (1000) preferred shares of the value of \$10.00 each, and Four Thousand (4000) common shares of the par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15553-o Deputy Attorney General.

**"St-Eustache Golf & Country Club Inc."**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with

tre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes, en date du septième jour d'août 1946, constituant en corporation: Joseph-Herménégilde Lavallée, bourgeois, Dame Yvonne-L. Lavallée, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph-Herménégilde Lavallée, et Charles Lavallée, gérant, tous de St-Eustache, district de Terrebonne, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir, organiser, conduire et promouvoir un club pour le bénéfice et avantage des membres et de leurs invités;

Procurer et promouvoir des amusements, moyens de récréation, exercices hygiéniques et relations sociales à leurs membres et leurs invités, sous le nom de "St-Eustache Golf & Country Club Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Les pouvoirs accordés ne peuvent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15554-o L. DÉSILETS.

**"Supreme Manufacturing Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Sam Hersh, Myer Hersh, négociants, de la cité de Montréal, Maxwell Packer et Charles Silverman, marchands, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des vêtements de toute description quelconque pour hommes et garçons, dames, demoiselles et enfants, sous le nom de "Supreme Manufacturing Inc."

Le capital-actions de la compagnie consistera en trois cents (300) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent (\$100) dollars chacune, et en cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent (\$100) dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, ce dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15555 L. DÉSILETS.

**"Symo Dress Pants Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat, et Helen Popliger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce de vêtements de toutes sortes pour hommes; costumes de sport, chemises de sport et vêtements

section 2, chapter 276, R. S. Q. 1941, bearing date the seventh day of August, 1946, incorporating: Joseph-Herménégilde Lavallée, bourgeois, Dame Yvonne L. Lavallée, housewife, wife separate as to property of Joseph-Herménégilde Lavallée, and Charles Lavallée, manager all of St-Eustache, district of Terrebonne, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain, organize, conduct and promote a club for the benefit and advantage of its members and of their guests;

To provide and promote amusements, means of recreation, hygienic exercises and social relations for its members and their guests, under the name of "St-Eustache Golf & Country Club Inc."

The amount of the company's capital stock will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The powers granted may not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15554 Deputy Attorney General.

**"Supreme Manufacturing Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Sam Hersh, Myer Hersh, jobbers, of the City of Montreal, Maxwell Packer and Charles Silverman, merchants, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, men's and boys', ladies', misses' and children's wearing apparel of every description whatsoever, under the name of "Supreme Manufacturing Inc."

The capital stock of the company shall consist of Three Hundred (300) preferred shares of a par value of One hundred (\$100.00) dollars each, and One Hundred (100) common shares of a par value of One Hundred (\$100.00) Dollars each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15555-o Deputy Attorney General.

**"Symo Dress Pants Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1946, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, and Helen Popliger, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in, men's garments of all kinds; slack suits, sport shirts and sportswear, and to import and export any articles abovementioned.

de sport, et importer et exporter tous articles ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Symo Dress Pants Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15556 L. DÉSILETS.

**"The Lord Reading Yacht Club Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Hyman Wisenthal, manufacturier, Paul A. Putziger, gérant, tous deux de la cité de Westmount, Bernard Pesner, gérant, Aubie Rittenberg, manufacturier, et Harry Batshow, C.R., avocat, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et administrer un club de yacht, de campagne et social et promouvoir le bien-être de ses membres;

Acheter, vendre et faire le commerce d'articles pour yachts, outillage, bateaux, accessoires, gazoline, huile et provisions requises par ou pour l'utilisation des actionnaires, membres ou invités;

Exercer un commerce d'immeubles, sous le nom de "The Lord Reading Yacht Club Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Les pouvoirs conférés par les présentes ne seront pas interprétés comme permettant les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15557 L. DÉSILETS.

**"The World Wide Trading & Exporting Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Joseph-René Ascoli, gérant, de la cité de Westmount, Lucien-Émile Duval, gérant de ventes, et David Mortimer Notkin, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs et exportateurs et acheter, vendre et faire le commerce, en gros et en détail, de produits agricoles et produits alimentaires de toute description, textiles et produits textiles, aéroplanes, chevaux, bestiaux, appareils électriques, ferronnerie, vêtements, véhicules-moteurs, machinerie, chaussures et peaux, articles de sport, bonneterie, meubles, lits et literie de toute description, et en général, toutes autres commodités ordinairement négociées dans des magasins à rayons, sous le nom de "The World Wide Trading & Exporting Co. Ltd."

tioned, under the name of "Symo Dress Pants Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15556-o Deputy Attorney General.

**"The Lord Reading Yacht Club' Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Hyman Wisenthal, manufacturer, Paul A. Putziger, manager, both of the City of Westmount, Bernard Pesner, manager, Aubie Rittenberg, manufacturer, and Harry Batshow, K. C., advocate, the three latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a yacht, country and social club and to promote the welfare of the members thereof;

To buy, sell and deal in yachting fixtures, equipment, boats, supplies, gazoline and oil and provisions required by or for the use of the shareholders, members or guests;

To carry on a real estate business, under the name of "The Lord Reading Yacht Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 4,000 shares of \$10.00 each.

The powers hereby conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or combined games of chance and skill.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15557-o Deputy Attorney General.

**"The World Wide Trading & Exporting Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the twenty-eighth day of June, 1946, incorporating: Joseph-René Ascoli, manager, of the City of Westmount, Lucien-Émile Duval, sales manager, and David Mortimer Notkin, advocate, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell and deal in, both wholesale and retail, agricultural products, and food stuffs of every description, textiles and textile products, aeroplanes, horses, cattle, electrical appliances, hardware, clothing, motor vehicles, machinery, shoes and hides, sporting goods, hosiery, furniture, beds and bedding of every description, and generally all other commodities usually dealt in by department stores, under the name of "The World Wide Trading & Exporting Co. Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quarante mille dollars (\$40,000) divisé en cent actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune et la partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de trente mille dollars (\$30,000), divisé en trois cents actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15558 L. DÉSILETS.

**"Toiles Vénitiennes de Dorchester Inc."**  
**"Dorchester Venitian Blinds Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'août 1946, constituant en corporation: Noël Carter, professeur de St-Louis-de-Courville, district de Québec, Benoît Moreau, menuisier, de Ste-Marguerite, et Jacqueline Carter, sténographe, du même lieu, tous deux du district de Beauce, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes leurs branches et spécialités, les opérations et exercer les industries de fabricant, manufacturier de toiles vénitiennes, importateur, exportateur, négociant et marchand en gros et en détail des bois et dérivés et des produits généralement connus sous le nom de plastique, des sous-produits, accessoires et composés y compris les opérations se rattachant habituellement à tels commerces, sous le nom de "Toiles Vénitiennes de Dorchester Inc. — Dorchester Venitian Blinds Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Louis-de-Courville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deuxième jour d'août 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15559-o L. DÉSILETS.

**"Trend Fashions Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1946, constituant en corporation: Boris Dickman, manufacturier, Celia Cohen, June Kirilin, sténographes, filles majeures, et Rola Heller, commis, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries toiles et vêtements de toute sorte; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de robes, vêtements de sport et vêtements d'enfants, sous le nom de "Trend Fashions Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

The amount of the capital stock of the company is to be forty thousand dollars (\$40,000.00) divided into one hundred shares of common stock of one hundred dollars (\$100.00) each and the part of the capital stock to be issued as preferred shares is thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred shares of one hundred dollars each (\$100.00).

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15558-o Deputy Attorney General.

**"Toiles Vénitiennes de Dorchester Inc."**  
**"Dorchester Venitian Blinds Inc."**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1946, incorporating: Noël Carter, professor, of St-Louis de Courville, district of Quebec, Benoît Moreau, carpenter, of Ste-Marguerite, and Jacqueline Carter, stenographer, of the same place, both of the district of Beauce, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally and in all the branches and specialties thereof, the business and industry of maker, manufacturer of venitian blinds, importer, exporter, merchant and wholesale and retail dealer in wood and derivatives, and in the products generally known under the name of plastics, by-products, accessories and compounds, including the operations usually connected with such businesses, under the name of "Toiles Vénitiennes de Dorchester Inc.—Dorchester Venitian Blinds Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Louis-de-Courville, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1946.

L. DÉSILETS,  
15559 Deputy Attorney General.

**"Trend Fashions Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1946, incorporating: Boris Dickman, manufacturer, Celia Cohen, June Kirilin, stenographers, spinsters, and Rola Heller, clerk, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woolsens, silks, liens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of dresses, sportswear and children's wear, under the name of "Trend Fashions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and 200 common shares of the par value of \$100.00 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15560 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15560-o Deputy Attorney General.

**"United Auto Parts (Uptown) Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize et unième jour de juillet 1946, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi du Roi, Paul Lafontaine et Bernard Goyette huissiers, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant, directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (Uptown) Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est de \$40,000.00, divisé en 3500 actions de capital privilégié d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 5,000 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de \$1.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et unième jour de juillet 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15561-o L. DÉSILETS.

**"United Auto Parts (Uptown) Ltd."**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of July, 1946, incorporating: Lucien Roux, advocate and King's Counsel, Paul Lafontaine and Bernard Goyette, bailiffs, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, both wholesale and retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motorcycles, motors, and also any parts, pieces, spare parts, directly or indirectly connected therewith, and anything capable of being used in connection with the said objects or for the manufacture maintenance and respective working thereof, under the name of "United Auto Parts (Uptown) Ltd."

The capital stock of the company will be \$40,000, divided into 3500 shares of preferred stock of a par value of \$10 each, and 5,000 shares of common stock of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1946.

L. DÉSILETS,  
15561 Deputy Attorney General.

**"Universal Wiping Products Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représentée par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S. R. Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de juin 1946, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier, faire le commerce, traiter, travailler, nettoyer et stériliser des cotons à polir et chiffons à essuyer, bouts, coton à fromage, éponges, vadrouilles, chamois, résidus, chiffons et linges à polir, ouatage, battage, fils, bas-cotons, papier, toile d'emballage et sacs d'emballage et draps à polir, sous le nom de "Universal Wiping Products Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de juin 1946.

L'Assistant-procureur général,  
15562 L. DÉSILETS.

**"Universal Wiping Products Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q. R. S., 1941, bearing date the twenty-fifth day of June, 1946, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, both of the City of Montreal, all in the District, of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade in, deal in, process, treat, clean and sterilize cotton waste and wipers, mill ends, cheesecloth, sponges, mops, chamois, remnants, rags and waste, wadding, batting, yarns, liners, paper, burlap and burlap bags, and polishing cloths, under the name of "Universal Wiping Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1946.

L. DÉSILETS,  
15562-o Deputy Attorney General.

**"Unlisted Securities Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1946, constituant en corporation: René Chênevert, procureur, de la cité de Westmount, Louis-Philippe Lortie, comptable, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands d'obligations, courtiers de placements et courtiers d'actions dans toutes ses spécialités;

Exercer un commerce général de placements et de courtage en obligations et actions et entreprendre, faire et exécuter, soit comme mandants, courtiers ou agents, toutes sortes de placement, enquête, promotion, opérations d'organisation et de réorganisation et agir comme mandants, courtiers ou agents pour l'achat, la vente, la promotion, l'amélioration, le développement, l'organisation, la réorganisation, l'opération et l'administration de toutes propriétés industrielles, commerciales, minières et autres, commerces, entreprises, compagnies ou corporations ou aucun intérêt en ceux se rapportant au commerce de la compagnie, sous le nom de "Unlisted Securities Limited", avec un capital total de \$75,000, divisé en 75,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de juin 1946.

15563 L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**"Unlisted Securities Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1946, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Louis-Philippe Lortie, accountant, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment brokers and share brokers in all its branches;

To carry on a general investment and bonds and shares brokerage business and to undertake carry on and execute, either as principals, brokers or agents, all kinds of investment, investigation, promotion, organization and reorganization operations and to act as principals, brokers or agents for the purchase, sale, promotion, improvement, development, organization, reorganization, operation and management of any industrial, commercial, mining and other properties, business, undertaking, company or corporation or any interest therein in connection with the business of the company, under the name of "Unlisted Securities Limited", with a total capital stock of \$75,000.00, divided into 75,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1946.

15563-o L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Actions en séparation de biens**

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 246,656. Marguerite Dus-sault, épouse commune en bien de Joseph Gagnon, vérificateur de marchandises, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Joseph Gagnon, vérificateur de marchandises, des cités et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 août 1946.

Montréal, le 29 août, 1946.

15575-o Les Procureurs de la demanderesse,  
GUÉRIN, GODIN & PINARD.

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, dans la cour supérieure, N° 12,066. Dame Alette Gagnon, demanderesse; vs Sylvio Gauthier, défendeur;

Dame Alette Gagnon, épouse de Sylvio Gauthier, chauffeur de taxi, domicilié à 681 rue Renald, Chicoutimi, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Chicoutimi, le 3 septembre 1946.

15601-o Le Procureur de la demanderesse,  
LOUIS-RENÉ LAGACÉ.

**Actions for separation as to property**

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 246,656. Marguerite Dus-sault, wife common as to property of Joseph Gagnon, checker, of the city and district of Montreal, plaintiff, and Joseph Gagnon, checker, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 14th of August 1946.

Montreal, August 29, 1946.

15575-o GUÉRIN, GODIN & PINARD,  
Attorneys for the Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, in the Superior Court, No. 12,066. Dame Alette Gagnon, plaintiff; vs Sylvio Gauthier, defendant.

Dame Alette Gagnon, wife of Sylvio Gauthier, taxi driver, domiciled at 681 Renald street, Chicoutimi, has entered an action against her husband for separation as to property.

Chicoutimi, September 3, 1946.

15601 LOUIS-RENÉ LAGACÉ,  
Attorney for the plaintiff.

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Numéro 3432

Number 3432

Québec, le 28 août 1946.

Quebec, August 28, 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe, à l'effet de modifier le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St. Hyacinthe for the purpose of amending the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 juin 1946;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 22, 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

Que ledit décret, numéro 2683, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree, number 2683, be amended as follows:

Le paragraphe "a" de l'article X est remplacé par le suivant:

Subsection "a" of section X is replaced by the following:

"X. Dispositions générales: a.

"X. General provisions: a.

i) Quiconque tient un salon de barbier, salon de coiffure, salon de beauté ou salon de toilette, pour y exercer ou faire exécuter une ou plusieurs des opérations assujetties au présent décret, ne peut louer à un ou à plusieurs salariés une ou plusieurs chaises, du matériel ou de l'espace dans tel salon.

i) Anyone operating a barber shop or a hairdressing or beauty parlor and executing therein one or more of the operations governed by the present decree, or having such operations executed, shall not let one or more chairs, material or space in such parlor or shop.

ii) Aucun salarié ne peut louer une ou plusieurs chaises, du matériel ou de l'espace dans un salon de barbier, de coiffure, de beauté ou de toilette, ni de celui qui tient ce salon pour y faire exécuter une ou plusieurs opérations assujetties au présent décret, ni d'un salarié ou d'un locataire de ce dernier.

ii) No employee shall rent one or more chairs, material or space in a barber shop, hairdressing or beauty parlor neither from the operator of such shop or parlor having one or more of the operations governed by the present decree executed therein, nor from an employee or a tenant or the letter.

iii) La vente d'obligations ou d'actions, ou toute autre convention qui a pour but d'éluider les dispositions du présent décret ou qui aurait pour effet de nuire à leur mise en exécution, passée entre des employeurs, des employeurs professionnels ou des salariés ou entre un employeur ou un employeur professionnel et un ou plusieurs salariés, est défendue et nulle."

iii) The sale of bonds or shares or any other agreement tending to elude the provisions of the present decree, or prejudicial to their enforcement, entered into by one or more employers or professional employers and one or more employees is prohibited and void."

A. MORISSET,

A. MORISSET,

15587-o Greffier du Conseil Exécutif.

15587-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Numéro 3430

Number 3430

Québec, le 28 août 1946.

Quebec, August 28, 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 juin 1946;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a approuvé les modifications proposées, par décision rendue à sa séance du 23 juillet 1946;

ATTENDU que le Ministre du Travail a également donné avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 mai 1946, de son intention de proposer l'approbation d'une modification audit décret;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite proposition;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2684, soit modifié de la façon suivante:

1° Les heures de travail mentionnées au paragraphe "a" de l'article IV sont remplacées par les suivantes:

"Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m."

2° Le premier alinéa du paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"b) Dans les salons de coiffeurs et de coiffeuses pour dames, les heures de travail sont réparties comme suit:"

3° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Salaires minima*: a) *Apprentis*: Le salaire minimum hebdomadaire des apprentis est le suivant:

Durant le premier trimestre de son apprentissage, l'apprenti doit recevoir un salaire hebdomadaire de \$2.00.

Après le premier trimestre . . . . . \$ 3.00

Après le deuxième trimestre . . . . . 4.00

Après le troisième trimestre . . . . . 5.00

Durant le premier semestre de la 2ième année . . . . . 7.00

Après le premier semestre de la 2ième année . . . . . 9.00

Durant le premier semestre de la 3ième année . . . . . 11.00

Après le premier semestre de la 3ième année . . . . . 14.00

b) *Compagnons*: Le salaire minimum hebdomadaire des compagnons est de \$20.00 par semaine, plus une commission de 40% sur les recettes de leur travail excédant le montant de \$35.00 pendant la semaine.

c) *Coiffeuses*: Les coiffeuses pour dames reçoivent un salaire minimum de \$13.00 par semaine. En outre, elles reçoivent une commission de 10% des recettes de leur travail au cours de chaque semaine.

d) Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un apprenti ou d'un compagnon recevant plus que le minimum spécifié aux paragraphes "a", "b" et "c" du présent article, lors de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*."

4° L'article V-A est radié.

Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval, rendered obligatory by the decree number 2684, of October 9, 1941, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the issue of June 22, 1946, of the *Quebec Official Gazette*;

WHEREAS objections have been made against the said request and have been submitted to the contracting parties for consideration;

WHEREAS the Regional War Labour Board has approved the amendments requested by a decision taken at its meeting of July 23, 1946;

WHEREAS the Minister of Labour has also given notice, in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 25, 1946, of his intention to recommend the approval of an amendment to the said decree;

WHEREAS no objection has been made against the said proposition;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2684, be amended as follows:

1. The hours of work mentioned in subsection "a" of section IV are replaced by the following:

"On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m."

2. The first paragraph of subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"b. In ladies male and female hairdressers' parlors, the hours of work are distributed as follows:"

3. Section V is replaced by the following:

"V. *Minimum wages*: a) *Apprentices*: The weekly minimum wages of the apprentices shall be the following:

During the first three (3) months of his apprenticeship, the apprentice shall receive a weekly remuneration of \$2.00.

After the first three months . . . . . \$ 3.00

After the second three months . . . . . 4.00

After the third three months . . . . . 5.00

During the first six months of the 2nd year . . . . . 7.00

After the first six months of the 2nd year . . . . . 9.00

During the first six months of the 3rd year . . . . . 11.00

After the first six months of the 3rd year . . . . . 14.00

b) *Journeymen*: The weekly minimum wages of the journeymen shall be \$20.00 per week, plus a commission 40% on the receipts of their work in excess of the amount of \$35.00 during the week.

c) *Female hardressers*: For the female hairdressers for ladies, the minimum wage shall be \$13.00 per week. They shall also receive a 10% commission on the receipts of their work during any one week.

d) No employer has the right to reduce the wages of an apprentice or of a journeyman receiving more than the minimum mentioned in subsections "a", "b" and "c" of the present section, at the time of the publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette*."

4. Section V-A is stricken off.

5° L'article IX est remplacé par le suivant:  
 "IX. *Divers*: Aucun barbier, coiffeur ou coiffeuse pour dames n'a le droit de louer dans un salon de beauté une ou plusieurs chaises à un ou des salariés, pour leur propre bénéfice."

6° La dernière phrase de l'article X, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,  
 15586-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3431

Québec, le 28 août 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Sorel et un rayon de six (6) milles de ses limites.

ATTENDU que, conformément à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail, a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Sorel et un rayon de six (6) milles de ses limites;

ATTENDU que des avis ont été publiés à ce sujet dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 20 avril et 13 juillet 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ATTENDU que les augmentations de salaires proposées ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 26 juin 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1764, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: a) Les taux minima de salaires sont les suivants:

Métiers:	Salaires horaires
Briqueur, plâtrier, maçon et finisseur de ciment . . . . .	\$0.95
Charpentier-menuisier . . . . .	0.85
Poseur de paravents, bois ou métal, châssis, fenêtres, divisions en acier . .	0.85
Peintre et tapissier . . . . .	0.80
Peintre-aspergeur . . . . .	0.95
Plombier et mécanicien en tuyauterie:	
Entrepreneur (services personnels) . .	0.95
Compagnon . . . . .	0.85
Jeune compagnon, 1er semestre . . . .	0.70
Jeune compagnon, 2ème semestre . . . .	0.80
Ferblantier-couvreur . . . . .	0.85
Électricien:	
Entrepreneur (services personnels) . .	0.95
Compagnon . . . . .	0.85
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur . . . . .	0.80

5. Section IX is replaced by the following:

"IX. *Miscellaneous*: No barber, ladies male or female hairdresser shall have the right to rent, in a beauty parlour, one or more chairs to one or more employees for their own benefit.

6. The last sentence of section X, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,  
 15586-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
 CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3431

Quebec, August 28, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the City of Sorel and a radius of six (6) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the City of Sorel and a radius of six (6) miles from its limits;

WHEREAS notices have been published to that effect in the *Quebec Official Gazette*, issues of April 20, and July 13, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the amendments proposed;

WHEREAS the wage increases proposed have been approved by the Regional Labour Board by a decision taken at its meeting of June 26, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1764, be amended as follows:

1° Subsection "a" of section III is replaced by the following:

"III. *Wage rates*: a) The minimum wage rates are as follows:

Trades:	Hourly rates
Bricklayers, plasterers, masons and cement finishers . . . . .	\$0.95
Carpenters-joiners . . . . .	0.85
Setters of screens (wood or metal) frame-work, window, steel partitions . . . . .	0.85
Painters and paper hangers . . . . .	0.80
Painters-sprinklers . . . . .	0.95
Plumbers and pipe mechanics:	
Contractors (personal services) . . . . .	0.95
Junior journeymen . . . . .	0.85
1st 6 months . . . . .	0.70
2nd 6 months . . . . .	0.80
Tinsmiths-roofers . . . . .	0.85
Electricians:	
Contractors (personal services) . . . . .	0.95
Journeymen . . . . .	0.85
Steam stationary or portable enginemen	0.80

Chauffeur de bouilloires . . . . .	0.70	Boiler firemen . . . . .	0.70
Préposé aux malaxeurs à vapeur . . . . .	0.85	Steam mixers operators . . . . .	0.85
Préposé aux grues à vapeur . . . . .	0.90	Steam crane operators . . . . .	0.90
Préposé aux grues à gazoline ou à l'élec- tricité . . . . .	0.90	Electrical and gas crane operators . . . . .	0.90
Poseur de marbre . . . . .	0.80	Marble setters . . . . .	0.80
Poseur de terrazzo . . . . .	0.80	Terrazo layers . . . . .	0.80
Paysagiste . . . . .	0.65	Landscapers . . . . .	0.65
Poseur de tuile . . . . .	0.80	Tile setters . . . . .	0.80
Conducteur d'attelage . . . . .	0.70	Horse drivers . . . . .	0.70
Travailleur en fer ornemental:		Ornamental iron workers:	
Monteur . . . . .	0.75	Erectors . . . . .	0.75
Aide . . . . .	0.60	Helpers . . . . .	0.60
Camionnage, transport et tirage spécial.	0.70	Trucking, transport and general towing	0.70
Journalier (ouvrier non qualifié) . . . . .	0.60	Labourers (non-qualified workmen) . . . . .	0.60
Charpentier-menuisier à l'emploi des manufacturiers d'ouvertures . . . . .	0.75	Carpenters-joiners working for door and window-frame manufacturers . . . . .	0.75
Peintre à l'emploi d'une manufacture de portes et châssis . . . . .	0.75	Painters in the employ of manufacturers of doors and window-frames . . . . .	0.75
Journalier à l'emploi d'une manufacture de portes et châssis, comprenant les hommes de cour, conducteurs d'at- telage et de camions, livreurs et prépo- sés au transport . . . . .	0.60"	Labourers in the employ of manufactu- rers of doors and window-frames, in- cluding yardmen, horse and truck drivers, deliverers and transport em- ployees . . . . .	0.60"

2° Les mots "après cette date" et suivants, mentionnés à l'article XV, sont remplacés par les suivants:

"il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

15608-o Greffier du Conseil Exécutif.

2° The words "after this date" and following, mentioned in section XV, are replaced by the following:

"it then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

15608-o Clerk of the Executive Council.

**Avis divers**

**AVIS DE CHANGEMENT DE NOM**

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 27 août 1946, autorisé l'"Association des Employés du Service Hospitalier de Sherbrooke Inc." à changer son nom en celui de "L'Association des Employés des Services Hospitaliers et d'Institution Religieuses Inc. de Sherbrooke", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, ch. 162), telles que modifiées par 10 Georges VI, ch. 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15564-o JEAN BRUCHÉSI.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Garthby", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Garthby, comté de Wolfe.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15565-o JEAN BRUCHÉSI.

**Miscellaneous Notices**

**NOTICE OF CHANGE OF NAME**

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on the 27th of August, 1946, authorized "L'Association des Employés du Service Hospitalier de Sherbrooke Inc." to change its name to that of "L'Association des Employés des Services Hospitaliers et d'Institutions Religieuses Inc. de Sherbrooke" and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, ch. 162), as amended by 10 George VI, ch. 20, section 3).

Given at the office of the Provincial Secretary, August 30, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15564 Under Secretary of the Province.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Garthby" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Garthby, county of Wolfe.

JEAN BRUCHÉSI,  
15565 Under Secretary of the Province.

"A"

CITÉ DE LACHINE  
(COMTÉ DE JACQUES-CARTIER)

## Avis de rachat d'obligations par anticipation

Émission de \$275,500.00 sous l'autorité  
du Règlement n° 831

Avis vous est donné, par la présente, que conformément aux dispositions du règlement n° 831 de la Corporation de la Cité de Lachine dans le comté de Jacques-Cartier, le solde des obligations en cours et dues par la susdite corporation, émises sous l'autorité dudit règlement sera remboursable à compter du premier novembre 1946.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le premier novembre 1946 et après, présenter lesdites obligations, pour paiement, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, Canada, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du premier novembre 1946.

Donné, ce 31e jour d'août 1946.

Le Greffier de la cité de Lachine,  
15513-35-2-o EMILE DAoust.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Ouelle", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rivière Ouelle, comté de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15566-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Camille de Wolfe" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Camille, comté de Wolfe.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15567-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Justine, comté de Vaudreuil.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15568-o JEAN BRUCHÉSI.

"A"

CITY OF LACHINE  
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

## Notice of redemption of bonds by anticipation

Issue of \$275,500.00 under the authority  
of By-Law no. 831

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of By-law no. 831 of the Corporation of the city of Lachine in the county of Jacques-Cartier, the balance of the bonds outstanding and due by the aforesaid Corporation issued under authority of the said by-law shall be redeemable from the first of November 1946.

The holders of the bonds hereinabove mentioned shall, on the first of November 1946, or after, present said bonds for payment at the principal office of "La Banque Canadienne Nationale" at Montreal, Canada, with all unmatured interest coupons.

The said bonds will cease to bear interest from the first of November 1946.

Given, this 31st day of August 1946.

EMILE DAoust,  
15513-35-2-o City clerk of the city of Lachine.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Ouelle", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rivière Ouelle, county of Kamouraska.

JEAN BRUCHÉSI,  
15566 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Camille de Wolfe" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 29, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Camille, county of Wolfe.

JEAN BRUCHÉSI,  
15567 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Justine, county of Vaudreuil.

JEAN BRUCHÉSI,  
15568 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Méthode", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Méthode, comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15569-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de Beaucanton", en date du 27 avril 1946, dont le siège social est situé à Beaucanton, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15570-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Aqueduc des Rangs 3 et 4", en date du 15 juillet 1946, dont le siège social est situé à Saint-Jérôme et St-André, Canton Metabetchouan, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 juillet 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15571-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Anne-de-Varennes," pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Varennes, comté de Verchères.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15577-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Esprit-Saint", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 19 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Esprit-Saint, comté de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15581-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Méthode" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August, 17 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Méthode, county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,  
15569 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Beaucanton" under date the 27th day of April, 1946, whereof the head office is at Beaucanton, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd, of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15570 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Aqueduc des Rangs 3 et 4", under date the fifteenth day of July, 1946, whereof the head office is at St-Jérôme and St-André, Township Metabetchouan, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of July, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15571 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Anne-de-Varennes," for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August, 22, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Varennes, county of Verchères.

JEAN BRUCHÉSI,  
15577 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Esprit-Saint" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 19, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Esprit-Saint, county of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,  
15581 Under Secretary of the Province.

"CIE DE CONSTRUCTION ST-MARC"

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs et actionnaires de la "Cie de Construction St-Marc" tenue à 1240 est rue Beaubien, à Montréal, le 18 août 1945.

"Sur proposition dûment secondée, il est résolu à l'unanimité en autant que nécessaire les Règlements de manière à porter et augmenter de 3 à 5 le nombre des Directeurs de la Compagnie".

(Signé) J. E. TOUCHETTE,  
Secrétaire.  
ALEX. DURANCEAU,  
Président.

15579-o

Je, soussigné, certifie que ce qui précède est un extrait véritable des minutes d'une assemblée des Directeurs et Actionnaires de la Cie de Construction St. Marc tenue à 1240 rue Beaubien est; à Montréal, le 18 août 1945.

Et j'ai signé:

(Seau) Le Secrétaire,  
15579-o J. E. TOUCHETTE.

JOHN LEWIS INDUSTRIES LIMITED

Règlement N° 2

Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de quatre à six.

Adopté et passé ce vingt-deuxième jour d'août, mil neuf cent quarante-six.

(Signé) AUGUSTE DÉSILETS  
ROGER DESHAIES  
ROLLANDE LACROIX  
PRISCILLE GAUTHIER  
Directeurs.

Extrait conforme certifié des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie John Lewis Industries Limited tenue le vingt-deuxième jour d'août 1946.

Par ordre du bureau de direction,  
(Seau) Le Directeur,  
15580 ROGER DESHAIES.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Félicité", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 juin 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Félicité, comté de Matane.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15583-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Précieux-Sang", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Précieux-Sang, comté de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15591-o JEAN BRUCHÉSI.

"CIE DE CONSTRUCTION ST-MARC"

Excerpt from the minutes of a meeting of the Directors and Shareholders of "Cie de Construction St. Marc" held at 1240 Beaubien street East, Montreal, on August 18, 1945.

"Upon its being moved and duly seconded, it is unanimously resolved, insofar as may be necessary, that the By-laws of the company be such as to raise and increase from 3 to 5 the number of the Directors of the company".

(Signed) J. E. TOUCHETTE,  
Secretary.  
ALEX. DURANCEAU,  
President.

15579

I, the undersigned, do certify that the foregoing is a true excerpt from the minutes of a meeting of the Directors and Shareholders of "Cie de Construction St. Marc", held at 1240 Beaubien street East, Montreal, on August 18, 1945.

And I have signed:

(Seal) J. E. TOUCHETTE,  
15579 Secretary.

JOHN LEWIS INDUSTRIES LIMITED

By-Law Number 2

The number of directors of the Company is hereby increased from four to six.

Adopted and passed this twenty-second day of August one thousand nine hundred and forty-six.

(Signed) AUGUSTE DÉSILETS  
ROGER DESHAIES  
ROLLANDE LACROIX  
PRISCILLE GAUTHIER  
Directeurs.

Certified a true extract of the minutes of a meeting of the directors of John Lewis Industries Limited held on the twenty-second day of August 1946.

By Order of the Board,  
(Seal) ROGER DESHAIES,  
15580-o Director.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Félicité" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 28, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Félicité, county of Matane.

JEAN BRUCHÉSI,  
15583 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Précieux-Sang" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 24, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Précieux-Sang, county of Nicolet.

JEAN BRUCHÉSI,  
15591 Under Secretary of the Province.

MANOIR ST-CASTIN INC.

Le règlement numéro huit des règlements généraux de la compagnie est amendé en réduisant le nombre des directeurs de sept à cinq.

Québec, le 21 août 1946.

Copie certifiée conforme

(Sceau)  
15582-o

Le Secrétaire,  
DOLLARD HUOT.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Rose", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 27 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Rose, comté de Dorchester.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15598-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Bien-Être Social et de Développement Industriel de St-Raymond", en date du 29 août 1946, dont le siège social est situé à Saint-Raymond, comté de Portneuf, et que ce document a été déposé, dans les archives du Secrétariat de la Province,

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 4 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15597-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné que le conseil de la municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres patentes en vue de changer la constitution de ladite municipalité de village en municipalité de ville conformément à la Loi des cités et villes.

a) Le nom de la municipalité projetée est celui de "Ville de l'Abord-à-Plouffe".

b) La municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe, dans le comté de Laval, est formée des lots énumérés ci-après, comme provenant du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, savoir:

1° Les numéros de 46 à 65 inclus, de 74 à 93 inclus, et cette partie du numéro 94 limitée au nord-ouest par la concession dite "Côte Sud";

2° Les numéros de 95 à 114 inclus, de 123 à 158, de 161 à 198 inclus et de 201 à 205 inclus;

3° Les numéros 207 212 et cette partie de chacun des numéros 208 et 211 limitée au nord-ouest par la sus-nommée "Côte Sud";

4° L'île aux Chats (ou île Paton) désignée au même cadastre en premier lieu mentionné sous le numéro 678.

c) La population de la municipalité de l'Abord-à-Plouffe est de 2,657 âmes (Recensement de 1946).

d) Il est par ces présentes déclaré que ladite municipalité du village de l'Abord-à-Plouffe sera

MANOIR ST-CASTIN INC.

By-Law number eight of the General By-Laws of the Company is amended by reducing the number of directors from seven to five.

Quebec, 21st August 1946.

Certified true copy.

(Seal)  
15582-o

DOLLARD HUOT,  
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Rose", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 27, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Rose, county of Dorchester.

JEAN BRUCHÉSI,  
15598 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Bien-Être Social et de Développement Industriel de St-Raymond," under date the 29th day of August, 1946, whereof the head office is at Saint Raymond, county of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th of September, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
15597 Under Secretary of the Province.

Public notice is hereby given by the undersigned that the Council of the municipality of the village of "l'Abord-à-Plouffe", will apply to the Lieutenant-Governor in Council, requesting him to order the issue of letters patent with a view to changing the constitution of the said village municipality into a town municipality in conformity with the Cities and Towns Act.

a) The name of the proposed municipality is "Town of l'Abord-à-Plouffe".

b) The municipality of the village of l'Abord-à-Plouffe, in the county of Laval, is formed of the lots hereinafter enumerated as indicated in the official cadastre for the parish of Saint-Martin, to wit:

1. Numbers 46 to 65 inclusively, from 74 to 93 inclusively, and that part of number 94 bounded on the Northwest by the concession called "Côte Sud";

2. Numbers 95 to 114 inclusively, from 123 to 158, from 161 to 198 inclusively, and from 201 to 205 inclusively;

3. Numbers 207, 212 and that part of each of numbers 208 and 211 bounded on the Northwest by the aforesaid "Côte Sud";

4. L'île aux Chats (or Paton Island) designated on said cadastre firstly mentioned under number 678.

c) The population of the municipality of l'Abord-à-Plouffe is of 2657 souls (Census of 1946).

d) It is hereby declared that the said village municipality of l'Abord-à-Plouffe shall be erected

érigée en ville sous l'empire de la Loi des cités et villes.

Le Secrétaire-trésorier,  
PHILIPPE DUPÈRE.

15602-36-4-o

into a town under authority of the Cities and Towns Act.

PHILIPPE DUPÈRE,  
Secretary-Treasurer.

15602-36-4

### Charte — Abandon de

### Charter — Surrender of

#### AVIS

FRANK PEDEN INC.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies, la compagnie Frank Peden Inc. donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur.

Daté à Montréal, ce 4ième jour de septembre 1946.

15599

Le Secrétaire,  
FRANK PEDEN.

Avis est, par les présentes, donné conformément aux dispositions de la 1ère partie de la Loi des Compagnies de Québec que la compagnie L'Équipe Inc. demandera au Lieutenant-gouverneur d'accepter l'abandon de sa charte à une date qui sera fixée par le Lieutenant-gouverneur.

Daté à Montréal, le 28 août 1946.

15572-o

Le Président,  
PIERRE DAGENAIS.

Avis est, par les présentes, donné conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec que la compagnie The Springpole Gold Mines Limited (No Personal Liability) demandera au Procureur Général d'accepter l'abandon de sa charte à une date à être fixée.

Daté à Montréal, 31 août 1946.

THE SPRINGPOLE GOLD MINES LIMITED  
(No Personal Liability)

Les Procureurs de la Compagnie,  
GAGNON, DE BILLY & HOME.

15573-o

#### NOTICE

FRANK PEDEN INC.

Under the provisions of the Companies' Act, Frank Peden Inc. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal this 4th day of September, 1946.

15599-o

FRANK PEDEN,  
Secretary.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, that the company "L'Équipe Inc." will apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter at such date as may be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, August, 28 1946.

15572

PIERRE DAGENAIS,  
President.

Notice is hereby given according to the provisions of the Quebec Companies Act that The Springpole Gold Mines Limited (No Personal Liability) will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter at a date to be fixed.

Dated at Montreal, August 31st, 1946.

THE SPRINGPOLE GOLD MINES LIMITED  
(No Personal Liability)

GAGNON, DE BILLY & HOME,  
Attorneys for Company.

15573-o

### Département de l'Agriculture

### Department of Agriculture

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Beauce, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Beurrerie Coopérative de Saint-Frédéric" et que son principal siège d'affaires est à Saint-Frédéric, comté de Beauce.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce troisième jour de septembre 1946.

15606-o

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
JULES SIMARD.

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Richmond, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Saint-Claude" et que son principal siège d'affaires est à Saint-Claude, comté de Richmond.

Le Ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce trente-et-unième jour d'août 1946.

15607-o

Le Sous-ministre de l'Agriculture,  
JULES SIMARD.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Beauce, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chapter 120), under the name of "Beurrerie Coopérative de Saint-Frédéric" and that its principal place of business is at Saint-Frédéric, county of Beauce.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this third day of September 1946.

15606

JULES SIMARD,  
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Richmond, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chapter 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de Saint-Claude" and that its principal place of business is at Saint-Claude, county of Richmond.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirty-first day of August 1946.

15607

JULES SIMARD,  
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 342-46

Québec, le 21 août, 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Portneuf, dans le comté de Portneuf, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, même comté:

Ce territoire sera borné comme suit:

1. Au nord par la ligne nord des lots Nos 389, 435, 465, 488, 534;
2. A l'Est par la ligne Est des lots Nos 534, 532, 530, 528, 526, 524, 522, 520, 519, 310 et 308;
3. Au sud par la ligne Sud des lots Nos 287, 281, 279, 278, 263, 260, 6, 273, 213, 211, 208, 202, 198, 195, 194, 192, 190, 188, 186, 184;
4. A l'ouest par la ligne Ouest des lots Nos 184, 370, 302, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389.

15487-35-2-o

Le Surintendant.  
VICTOR DORÉ.

No. 342-46

Quebec, August 21, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Portneuf, in the county of Portneuf, the territory hereinunder described, and to erect it into a separate school municipality, under the name of "Parish of Notre-Dame-de-Portneuf" same county:

This territory shall be bounded as follows:

1. On the North by the North line of lots Nos. 389, 465, 465, 488, 534;
2. On the East, by the East line of lots Nos. 534, 532, 530, 528, 526, 524, 522, 520, 519, 310 and 308;
3. On the South by the South line of lots Nos. 287, 281, 279, 278, 263, 260, 6, 223, 216, 213, 211, 208, 202, 198, 195, 194, 192, 190, 188, 186, 184;
4. On the West, by the West line of lots Nos. 184, 370, 302, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389.

15487-35-2

VICTOR DORÉ,  
Superintendent.

Département du Trésor  
Assurances

Treasury Department  
Insurance

Avis est, par les présentes, donné que la "Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos," dont le siège social était à Asbestos, a cessé d'exister le 9 juin 1946 par suite de liquidation volontaire.

Donné au bureau du Service des assurances ce 3ième jour de septembre 1946.

L'Inspecteur des sociétés de secours mutuels,  
GEORGES LAFRANCE,  
15584-o Surintendant des Assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT  
D'ENREGISTREMENT

Avis est, par les présentes, donné que Canada Health and Accident Assurance Corporation, enregistrée sous le numéro 470, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2752 qui l'autorise à compter du 26 août 1946 à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Waterloo, Ontario.

La compagnie a nommé Monsieur J.-L. Ralston, C.R., 360 rue St-Jacques Ouest, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné ce 26ième jour d'août 1946 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
15489-35-2-o Surintendant des Assurances.

Notice is hereby given that the "Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos," having its head office in Asbestos, has ceased its operations since June 9, 1946 in consequence of a voluntary liquidation.

Given at the office of the Insurance Department this 3rd day of September 1946.

The Inspector of mutual benefit associations,  
GEORGES LAFRANCE,  
15584-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE  
OF REGISTRATION

Notice is hereby given that Canada Health and Accident Assurance Corporation, registered under No. 470, has obtained the license and certificate of registration number 2752, authorizing it as from the 26th of August 1946 to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Sickness.

The head-office of the company is situated at Waterloo, Ontario.

The company has appointed Mr. J.-L. Ralston, K.C., 360 St. James Street, W., Montreal, its attorney in the Province.

Given this 26th day of August 1946 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,  
GEORGES LAFRANCE,  
15489-35-2-o Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD,

CANDIDATE POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1946 — Examinations of October, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Trépanier	Lise	20	Farnham	Collège Jésus-Marie.

Granby, le 29 août 1946. — Granby, August 29, 1946.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,  
DORIS ROBERT,  
Secretary of the Bar of Bedford.

15585-36-2-o

## BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW  
Examens d'octobre 1946 — Examinations of October, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Leblanc.....	Gilles.....	19	Bécancour.....	Séminaire de Nicolet

Trois-Rivières, le 21 août 1946. — Trois-Rivières, August 21th, 1946.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.

LÉON BALCER,

Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

15488-35-2-o

## Minutes de notaires

## Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par monsieur Louis-Albert St-Pierre, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Antoine Gaspard Ouellet, notaire décédé, qui pratiquait aussi à Saint-Pascal, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce sept août 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15285-32-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Louis-Albert St-Pierre, notary, residing and practising at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Antoine-Gaspard Ouellet, deceased notary, who also practised at Saint-Pascal, in the judicial district of Kamouraska.

Quebec, this seventh day of August, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

15285-32-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 28 août 1946, d'accorder à monsieur Charles-Édouard Villeneuve, notaire, demeurant et pratiquant au village de Gentilly, district judiciaire de Nicolet, la transmission des minutes, répertoire et index de Me David-Hercule Rhéault, en son vivant du village de Gentilly, et du greffe de feu le notaire Joseph-Ludger Tourigny, dont Me Rhéault est cessionnaire.

Québec, le 4 septembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,

15605-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated August 28, 1946, to grant to Mr. Charles-Édouard Villeneuve, notary, residing and practising in the village of Gentilly, judicial district of Nicolet, the transfer of the minutes, repertory and index of Me David-Hercule Rhéault, in his lifetime of the village of Gentilly, and the records of the late Notary Joseph-Ludger Tourigny, whereof Me Rhéault was assignee.

Quebec, September 4, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

15605 Under Secretary of the Province.

## Nominations

## Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 31 juillet 1946.

Dr Alphonse Boisvert, médecin, de Rouyn: coroner pour le district de Rouyn-Noranda.

M. Marcel LeBel, i.c., de Rouyn: ingénieur pour les travaux de ponts et chemins dans les comtés de Rouyn, Noranda et Temiscamingue pour le compte du Ministère de la Colonisation, à compter du 11 juillet 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, July 31, 1946.

Dr. Alphonse Boisvert, physician, of Rouyn: to be Coroner for the district of Rouyn-Noranda.

Mr. Marcel Lebel, C.E., of Rouyn; to be engineer of bridges and roads work, in the counties of Rouyn, Noranda and Temiscamingue for the Department of Colonization, from and after July 11, 1946.

Québec, 7 août 1946.

Quebec, August 7, 1946.

M. Georges-Henri Talbot, de la cité de Québec, examinateur à la Commission du service civil de la Province: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Mr. Georges-Henri Talbot, of the city of Quebec, examiner in the Civil Service Commission of the Province: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

MM. J. M. Ennis, préposé au jalonnement de claims miniers et aux travaux d'exploration en général de la Kennco Exploration Limited, Rivière Romaine, Cté Saguenay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; René Coulombe, gérant de district de l'Ordre Indépendant des Forestiers, 30, rue Labrecque, Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Peter Leonard Vaupshas, instituteur, 992, 2ème Avenue, Verdun, et Harold S. Cook, surintendant des écoles sous le contrôle du Chambly County Protestant Central School Board, 296, Elm Street, St-Lambert: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Messrs. J. M. Ennis, employed in the staking-out of mining claims and in general exploration work, of the Kennco Exploration Limited, Romaine River, Co. Saguenay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; René Coulombe, district manager of the Independent Order of Foresters, 30 Labrecque street, Chicoutimi: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Peter Leonard Vaupshas, teacher; 992 2nd Avenue, Verdun, and Harold S. Cook, superintendent of schools under control of the Chambly County Protestant Central School Board, 296 Elm street, St-Lambert: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, — The justices of the peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, 15 août 1946.

Quebec, August 15, 1946.

MM. Jos.-Alfred Gauthier, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Lac Castagnier, Cté Abitibi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; René Boily, comptable licencié, de Montmorency: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Albert Dumoulin, forgeron et barbier, d'East Hereford, et Thomas Riglar, marchand, de Scotstown: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Messrs. Jos.-Alfred Gauthier, inspector of the Old Age Pension Commission, of Lake Castagnier, Co. Abitibi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; René Boily, certified accountant, of Montmorency: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction throughout the whole Province of Quebec; Albert Dumoulin, blacksmith and barber, of East Hereford, and Thomas Riglar, merchant, of Scotstown: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis: — The justices of the peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, 21 août 1946.

Quebec, August 21, 1946

MM. Étienne Gaudreault, maître de poste, de Ste-Agnès, Cté Charlevoix: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; R. A. East, gérant de Canadian International Paper Co., de Clova, Cté Abitibi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; Jean-Louis Brunet, employé civil, 5508, rue Cartier, Jules-Bernard Shedleur, inspecteur à l'Hydro-Québec, 6566, rue Christophe Colomb, Ferdinand Vaillant, épicier, 5117, rue Vaillant, et Lieutenant J.-P. Jordan, R.C.N., officier d'approvisionnement, H.M.C.S. Donnacona, 1475, rue Drummond, tous quatre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Mrsrs. Etienne Gaudreault, postmaster, of Ste-Agnes, Co. Charlevoix: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; R. A. East, manager of Canadian International Paper Co., of Clova, Co. Abitibi: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; Jean-Louis Brunet, civil servant, 5508 Cartier Street, Jules-Bernard Shedleur, inspector at Hydro-Quebec, 6566 Christophe Colomb street, Ferdinand Vaillant, grover, 5117 Vaillant street, and Lieutenant J. P. Jordan, R.C.N., provision officer H.M.C.S. Donnacona, 1475 Drummond street, all four of Montreal: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal. — The justices of the peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15)

## Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

## PROCLAMATION

*L'Assistant-procureur général,* { **A**TTENDU que l'Honorable Ministre des terres et forêts de Notre Province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320); un plan du canton de Bauneville, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Bauneville, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

## Proclamations

[Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come whom the same may concern,

GREETING

## PROCLAMATION

*L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.* { **W**HEREAS The Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendence in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of the township of Bauneville, in the Registration Division of Témiscamingue;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Témiscamingue;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day on which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Québec shall come into force, respecting the township Bauneville, in the Registration Division of Témiscamingue, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Québec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Québec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce VINGT ET UNIÈME jour d'AOUT en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
15593-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité du canton Sainte-Cécile-de-Milton soit détaché de ladite municipalité et annexé à la municipalité du canton Granby, comté de Shefford;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 15 août 1946, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Granby, formé de tous les lots du cadastre officiel pour le canton de Granby et toutes leurs subdivisions, où qu'elles se trouvent, compris dans les lots de 10 à 21 inclusivement des rangs X et XI de l'arpentage primitif dudit canton et dont les limites, en référence au susdit cadastre officiel, se décrivent comme suit: partant du sommet de l'angle nord-ouest du canton de Granby; de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres: la ligne séparative des cantons de Milton et de Granby, la ligne est des lots 10 et 10a du rang XI, la ligne est du lot 10a du rang X, la ligne séparative des rangs IX et X jusqu'à la ligne ouest du canton de Granby et cette dernière ligne jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites sera détaché de la municipalité du canton de Sainte-Cécile-de-Milton et sera annexé à la municipalité du canton de Granby, comté de Shefford, telle annexion devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et des suivants du Code municipal.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY-FIRST day of AUGUST, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,  
JEAN BRUCHÉSI.  
15593 Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of the township of Sainte-Cécile-de-Milton be detached from the said municipality and annexed to the municipality of the township of Granby, county of Shefford;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order bearing date August 15th, 1946, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Granby, formed of all the lots of the official cadastre for the township of Granby and all their subdivisions, wherever they may be, comprised within lots from 10 to 21 inclusively of Ranges X and XI of the original survey of said township and the limits whereof, with reference to the aforesaid official cadastre, are described as follows: starting from the summit of the Northwest angle of the township of Granby; thence passing by the following lines, in continuity the ones with the others: the division line of the township of Milton and Granby, the East line of lots 10 and 10a of Range XI, the East line of lot 10a of Range X, the division line of Ranges IX and X as far as the West line of the township of Granby and this latter line as far as the starting point; said territory, together with the roads, streets, lanes, rivers, water courses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described shall be detached from the municipality of the township of Sainte-Cécile-de-Milton, and shall be annexed to the municipality of the township of Granby, county of Shefford, such annexation to take effect from and after the first of January following the publication of the present proclamation in the Quebec Official Gazette, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce VINGT - DEUXIÈME jour d'AOUT, en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of AUGUST, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

15595-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

15595 Under Secretary of the Province.  
JEAN BRUCHÉSI,

Canada,  
Province de Québec.  
(L.S.)  
EUG. FISET

Canada,  
Province of Québec.  
(L.S.)  
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT:

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistent-procureur général, L. DÉSILETS { ATTENDU que l'Honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de *Milnikok*, dans la division d'enregistrement de *Bonaventure* N° 2, comprenant les lots Nos 13 à 46 incl., du Rang A, les lots Nos 1 à 76 incl., et leurs subdivisions respectives, les lots Nos 1 à 75 incl., des Rangs II, III et IV, les lots Nos 1 à 17 incl., du Rang V, les lots Nos 1 à 6 incl., du Rang VI et les lots Nos 1 à 9 incl., du Rang VII;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared under his superintendence, in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320) a plan of part of the township of *Milnikok*, in the registration Division of *Bonaventure* No. 2, comprising lots Nos. 13 to 46 incl., of range A, lots Nos. 1 to 76 incl. and their respective subdivisions, lots Nos. 1 to 75 incl. of ranges II, III and IV, lots Nos. 1 to 17 incl., of range V, lots Nos 1 to 6 incl., of range VI and lots Nos. 1 to 9 incl., of range VII;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

WHEREAS an official book of reference respecting this plan hereinabove mentioned, has also been prepared in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

WHEREAS said official plan and book of reference made up to the date therein specified, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Bonaventure N° 2;

WHEREAS in conformity with the provisions of articles, 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of said official plan and book of reference have been filed at the office of the Registration Division of Bonaventure No. 2;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif,

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

We give notice of the filing of the official plan and book of reference hereinabove mentioned at the office of the registration division to which it belongs, same being hereinabove mentioned, and,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour duquel les dispositions de l'article 2168 du

We fix, the date of the publication of the present proclamation, in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of

Code civil de Notre province de Québec, deviendront en force, relativement à la partie du canton de *Milnikiek*, dans la division d'enregistrement de *Bonaventure N° 2*, comprenant les lots Nos 13 à 46 incl., du Rang A, les lots Nos 1 à 76 incl., et leurs subdivisions respectives, les lots Nos 1 à 75 incl., des Rangs II, III et IV, les lots Nos 1 à 17 incl., du Rang V, les lots Nos 1 à 6 incl., du Rang VI et les lots Nos 1 à 9 incl., du Rang VII, et.....

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingt et unième jour d'août en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.  
Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
15594-o JEAN BRUCHÉSI.

the Civil Code of Our Province of Quebec, shall come into force concerning that part of the township of *Milnikiek*, in the Registration Division of *Bonaventure No. 2*, comprising lots Nos. 13 to 46 incl., of Range A, lots Nos. 1 to 76 incl., and their respective subdivisions, lots Nos. 1 to 75 incl., of Ranges II, III and VI, lots Nos. 1 to 17 incl., of Range V, lots Nos. 1 to 6 incl., of Range VI, and lots Nos. 1 to 9 incl., of Range VII, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Québec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D. S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-First day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,  
JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

### Siège social

"LES MESSAGERIES DU SAINT-LAURENT LIMITÉE"

Avis est donné que la compagnie "Les Messageries du Saint-Laurent Limitée" constituée en corporation par Lettres Patentes, en date du 25 juillet 1946, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 159 de la rue Craig ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5 août 1946.  
(Sceau) Le Secrétaire,  
15574-o PIERRE TISSEYRE.

### Head Office

"LES MESSAGERIES DU SAINT-LAURENT LIMITÉE"

Notice is hereby given that "Les Messageries du Saint-Laurent" company incorporated by Letters Patent, on the 25th day of July, 1946, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 159 Craig Street, West, Montreal.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head-office of the company.

Montreal, August 5th., 1946.  
(Seal) PIERRE TISSEYRE,  
15574-o Secretary.

### Soumission

#### AVIS RELATIF A LA VENTE

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

\$3,000,000 — Obligations en série

Avis est par les présentes donné que des soumissions sous enveloppe scellée, portant l'indi-

### Tender

#### NOTICE OF SALE

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION

\$3,000,000 — Serial Debentures

Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds", addressed to the

cation "Soumission pour obligations", adressées à la Commission Métropolitaine de Montréal, seront reçues par cette dernière à son bureau, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal, jusqu'à midi (heure avancée) le 18 septembre 1946, pour l'achat de \$3,000,000 d'obligations en série que ladite Commission se propose d'émettre.

Les obligations seront datées du 1er mai 1946, seront émises en coupures de \$1,000.00 chacune avec coupons d'intérêts payables le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pourront être enregistrées quant au principal et seront remboursables comme suit:

\$1,000,000 le 1er novembre 1957  
\$1,000,000 le 1er novembre 1958  
\$1,000,000 le 1er novembre 1959

Les obligations pourront être remboursées avant échéance à leur valeur nominale et l'intérêt couru à toute date d'échéance d'intérêt, mais non avant le 1er mai 1951.

Le principal et l'intérêt seront payables en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal et à Québec et au bureau principal de la Banque de Montréal, à Montréal à Québec, et Toronto, au choix du porteur.

Tout soumissionnaire devra stipuler dans sa soumission le taux d'intérêt que les obligations devront porter, lequel taux devra être un multiple ou des multiples de un-huitième de 1%, pourvu que ce taux n'excède pas 3% par an sur toute l'émission et que le prix offert ne soit pas moindre que 98% du montant en principal de l'emprunt.

Toute soumission devra être pour l'émission totale.

Le prix offert devra comprendre l'intérêt couru au taux stipulé, depuis le 1er mai 1946 à la date de la livraison des obligations contre paiement.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque tiré sur une banque à charte faisant affaires à Montréal et certifié par cette banque, égal à 1% du montant en principal du présent emprunt.

Le chèque déposé par un soumissionnaire dont l'offre aura été rejetée, lui sera remis sans retard, et le chèque de celui dont l'offre aura été acceptée sera retenu par la Commission et appliqué en paiement partiel du prix d'achat des obligations, ou servira à garantir la Commission pour tout dommage au cas où ce soumissionnaire ne donnerait pas suite à son offre.

La Commission n'est pas obligée d'accepter aucune des soumissions.

Toute soumission devra être faite sur des formules fournies par la Commission que toute personne qui désire soumissionner pourra se procurer au bureau de la Commission, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Tout soumissionnaire pourra aussi se procurer au bureau de la Commission le prospectus et obtenir tous autres renseignements dont il pourra avoir besoin.

Les municipalités auxquelles s'étend l'action de la Commission, savoir: les cités de Westmount, Outremont, Verdun et Lachine, et les villes de Montréal-Ouest, Hampstead, Lasalle, Saint-Pierre Saint-Laurent, Mont-Royal, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et Ville Saint-Michel, y compris la cité de Montréal, sont conjointement et solidairement responsables du présent emprunt.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission qui aura lieu le 18 septembre 1946, à midi, (heure avancée), au bureau

Montreal Metropolitan Commission shall be received by the latter at its office, 10 St. James Street West, Montreal, until September 18th 1946, at twelve o'clock noon, (daylight saving time), for the purchase of \$3,000,000 of serial bonds to be issued by the said Commission.

The bonds shall be issued in denominations of \$1,000 each, with interest coupons payable on the first of May and the first of November of each year, may be registered as to principal, shall be dated May 1st 1946 and shall mature as follows:

\$1,000,000 1st November 1957  
\$1,000,000 1st November 1958  
\$1,000,000 1st November 1959

The bonds may be redeemed before their maturity at their nominal value and accrued interest at any interest maturity date, but not before May 1st 1951.

The principal and the interest shall be payable in lawful money of Canada at the principal office of Banque Canadienne Nationale in Montreal and Quebec and at the principal office of the Bank of Montreal, in Montreal, Quebec and Toronto, at the holder's option.

Bidders are requested to stipulate in their tender the rate of interest the debentures are to bear in a multiple or multiples of one-eighth of 1%, provided the rate of interest shall not exceed 3% per annum on the whole issue and that the price offered shall not be less than 98% of the principal amount of the loan.

All tenders must be for the total amount of the issue.

The price offered must include the accrued interest at the rate stipulated from the 1st of May 1946 to the date of the delivery of the bonds against payment.

Each tender must be accompanied by a cheque drawn on a chartered bank doing business in Montreal and accepted by it, equal to 1% of the principal amount of the loan.

The cheques deposited by the tenderers whose tenders have been rejected, shall be returned to them without delay, and that of the successful tenderer will be retained by the Commission to be applied in part payment of the purchase price of the bonds or to secure the Commission against any loss resulting from the failure of the tenderer to comply with the terms of his tender.

The Commission does not bind itself to accept any of the tenders.

Each tender must be made on forms furnished by the Commission. Such forms may be obtained at the office of the Commission, 10 St. James Street West, Montreal. The prospectus and any other details concerning the present issue may also be obtained at the office of the Commission.

The municipalities subject to the control of the Commission, that is: the cities of Westmount, Outremont, Verdun and Lachine, and the towns of Montreal-West, Hampstead, Lasalle, Saint-Pierre, Saint-Laurent, Mount-Royal, Montreal-East, Pointe-aux-Trembles, Montreal-North and Town of Saint-Michel, including the city of Montreal, are jointly and severally responsible for the present loan.

The tenders shall be opened at a public meeting of the Commission to be held on September 18th 1946 at twelve o'clock noon, (daylight

de cette dernière, 10 rue St-Jacques Ouest, Montréal.

15514-35-3-o

Le Secrétaire-trésorier,  
E. BRISEBOIS.

saving time), at the office of the Commission, 10 St. James Street West, Montreal.

15514-35-3-o

E. BRISEBOIS,  
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE

*Demande de soumissions*

Avis public est par les présentes donné que la cité de Drummondville recevra, jusqu'à trois heures de l'après-midi, lundi, le 23 septembre 1946, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" pour l'achat de \$293,000.00 d'obligations émises en vertu de ses règlements Nos 311 et 323.

Ces obligations seront datées du 1er janvier 1946 et écherront en séries, en vingt ans, suivant le tableau ci-après:

1947 . . . . .	\$11,000
1948 . . . . .	11,000
1949 . . . . .	11,500
1950 . . . . .	11,500
1951 . . . . .	12,500
1952 . . . . .	12,500
1953 . . . . .	13,000
1954 . . . . .	14,000
1955 . . . . .	14,000
1956 . . . . .	14,500
1957 . . . . .	15,000
1958 . . . . .	15,000
1959 . . . . .	16,000
1960 . . . . .	16,000
1961 . . . . .	17,000
1962 . . . . .	17,500
1963 . . . . .	17,500
1964 . . . . .	17,500
1965 . . . . .	18,000
1966 . . . . .	18,000

L'intérêt sur ces obligations sera de 2½% payable semi-annuellement le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables au bureau de la Banque de Montréal, à Drummondville et à Montréal.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, sur préavis de pas moins de trente ni plus de soixante jours avant la date du rachat, lequel avis sera publié une fois dans la *Gazette officielle de Québec*.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la cité de Drummondville pour un montant égal à 1% de celui de la soumission, lequel dépôt ne portera pas intérêt.

Les soumissionnaires devront indiquer si le prix comporte ou non l'intérêt accru. Ces soumissions seront prises en considération à une séance du conseil qui aura lieu le 23 septembre 1946, à huit heures du soir à l'hôtel de ville de Drummondville.

La cité de Drummondville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Drummondville, ce 5ème jour de septembre 1946.

15604-o

Le Greffier,  
MARCEL MARIER.

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE

*Tender for Bonds*

Public Notice is hereby given that the Council of the City of Drummondville will receive until three o'clock in the afternoon, Monday, September 23rd, 1946, at the office of the undersigned, written sealed tenders endorsed "Tender for Bonds", for the purchase of the City of Drummondville bonds amounting to \$293,000.00 issued in virtue of its By-Laws Nos 311 and 323.

These bonds will be dated January 1st, 1946, and will fall due in series, in twenty years, as per the following schedule:

1947 . . . . .	\$11,000
1948 . . . . .	11,000
1949 . . . . .	11,500
1950 . . . . .	11,500
1951 . . . . .	12,500
1952 . . . . .	12,500
1953 . . . . .	13,000
1954 . . . . .	14,000
1955 . . . . .	14,000
1956 . . . . .	14,500
1957 . . . . .	15,000
1958 . . . . .	15,000
1959 . . . . .	16,000
1960 . . . . .	16,000
1961 . . . . .	17,000
1962 . . . . .	17,500
1963 . . . . .	17,500
1964 . . . . .	17,500
1965 . . . . .	18,000
1966 . . . . .	18,000

The interest on these bonds will be of 2½% payable semi-annually on the first of January and the first of July of each year at the Banque de Montréal, at Drummondville and Montreal.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, on a previous notice of not less than thirty days nor more than sixty days before the date of redemption, which notice will be published once in the *Quebec Official Gazette*.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the City of Drummondville, equal to 1% of the amount of this issue, which deposit will not bear interest.

The tenderers shall indicate whether the price includes or not the accrued interest. These tenders will be considered at a sitting of the City Council to be held on Monday, September 23, 1946, at 8 o'clock in the afternoon, at the City Hall of Drummondville.

The City of Drummondville reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Drummondville, this fifth day of September, 1946.

15604-o

MARCEL MARIER,  
City Clerk.

Canada, Province de Québec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

## SOUSSION

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi lundi le septième jour du mois d'octobre 1946 pour l'achat d'une émission de \$70,000.00 d'obligations de la cité du Cap-de-la-Madeleine, datées du premier août 1946 et remboursables par séries de août 1947 à août 1966 avec intérêt à 3¼% payable semi-annuellement les premier février et premier août, capital et intérêts payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale au Cap-de-la-Madeleine, et aux bureaux de la même banque aux Trois-Rivières, à Québec et à Montréal, au choix du porteur. Les obligations seront de la dénomination de \$100. ou de multiples de \$100.00.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec* (R.S.Q. 1941, ch. 212).

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue le 8 septième jour du mois d'octobre 1946 à 7 heures p.m. à la salle municipale.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, ce 4ième jour du mois de septembre 1946.

15603-o

Le Greffier,  
F. BEAUMIER. C.C.S.

Canada, Province of Quebec

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

## TENDER

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until five p.m. Monday October the 7th 1946 for the purchase of an issue of \$70,000.00 at 3¼% bonds of the Corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine, dated August 1st 1946 and redeemable by series from August 1947 to August 1966 with semi-annual interest on February and August 1st, principal and interest payable at the branch of Banque Canadienne Nationale at Cap-de-la-Madeleine, and its branch offices at Montreal, Quebec, and Trois-Rivières. Denomination to be \$100. and multiple.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the amount of the issue.

Each tender must stipulate whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

Said bonds may be registered as to principal; they shall be delivered in the shortest possible delay.

Said Bonds may be redeemed by anticipation at par, upon previous notice of not less than 30 days nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q. 1941, ch. 212).

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held in the Town Hall on October 7th, 1946 at 7 P.M.

The Municipal Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, the 4th, day of September 1946.

15603-o

F. BEAUMIER, C. S. C.  
City-Clerk.

## MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DU CANTON DE CHAMBLY, COMTÉ DE CHAMBLY

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mardi le 24 septembre 1946, pour l'achat de \$50,000.00 d'obligations de la Corporation Municipale du Village du Canton de Chambly, datées du 1er octobre 1946 et remboursables en séries du 1er octobre 1946 au 1er octobre 1966 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à la Banque Canadienne de Commerce à Montréal à Québec ou à Chambly.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

## MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF THE CANTON OF CHAMBLY, COUNTY OF CHAMBLY

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the after-noon, Tuesday September 24th, 1946 for the purchase of an issue of \$50,000.00 of bonds of the Municipal Corporation of the Village of the Canton of Chambly dated October First 1946 and redeemable serially from October First 1946 to October First 1966 inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the First of October and on the First of April of each year.

Capital and interest are payable at the Canadian Bank of Commerce, at Montreal, Quebec or Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, R.S. of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le 24 septembre 1946 à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale de Chambly-Canton.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chambly Canton (Chambly), ce 7 septembre 1946.

15578-0 Le Secrétaire-trésorier,  
C. A. ST-ONGE.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 24th. of September 1946 at eight o'clock in the afternoon, at the municipal hall of Chambly Canton.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chambly Canton (Chambly) this 7th. Day of September 1946.

15578-0 C. A. ST-ONGE,  
Secretary-Treasurer.

## VENTE PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

### MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, { NICK DUSKA, demandeur, vs  
à savoir: { GEORGE SERBIN, défendeur  
N° 243060

Un emplacement composé de quatre lots de terrain ayant front sur la rue Barré, en la ville de St-Laurent, connu et désigné sous les numéros cent quatre-vingt-douze; cent quatre-vingt-treize; cent quatre-vingt-quatorze; cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot original numéro deux cent cinquante-quatre (254-192, 193, 194-195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 153 rue Barré.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 10 OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,  
Montréal, 4 septembre 1946 Le Shérif,  
15600-36-2 L. P. CAISSE.

[Première insertion, 7 septembre 1946]

## SHERIFF'S SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal { NICK DUSKA, Plaintiff vs  
to wit { GEORGE SERBIN, defen-  
No. 243060 dant.

An emplacement composed of four lots of land fronting on Barré Street, in the Town of St-Laurent known and designated under numbers One Hundred Ninety-two; One Hundred Ninety-three; One Hundred Ninety-four; One Hundred Ninety-five of the official subdivision of the Original Lot number Two Hundred and Fifty-Four (254-192, 193, 194, 195) upon the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St-Laurent, with buildings thereon erected bearing civic number 153 Barré Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 10th, of October next, at ten o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office.  
Montreal, Sept. 5th. 1946 L. P. CAISSE,  
15600-36-2-0 Sheriff.

[First insertion, September 7, 1946]

## Département du Travail

### AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la Chaussure, établi en exécution du décret numéro 2256 du 26 août 1937, et amendements, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3219 du 17 août 1945, a été prolongé, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 3425 du 28 août 1946, en vue de permettre audit Comité paritaire de veiller à la bonne administration du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, jusqu'à ce que le nouveau Comité paritaire qui doit être chargé de surveiller l'application de ce dernier décret ait obtenu son existence légale.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 7 septembre 1946. 15588-0

## Department of Labour

### NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Shoe Industry, formed under the decree number 2256, of August 26, 1937, and amendments, authorized by a by-law approved by Order in Council number 3219, of August 17, 1945, has been extended, with the same rate and conditions, by Order in Council number 3425, of August 28, 1946, so as to make it possible for the Joint Committee to administer the decree number 3003, of July 31, 1946, until the legal formation of the new Joint Committee which will be entrusted with the administration of the latter decree.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Québec, September 7, 1946. 15588-0

## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 3087 du 7 août 1946, et dont le siège social est situé dans la cité de Sherbrooke, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3424 du 28 août 1946.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 7 septembre 1946. 15589-0

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3157 du 16 août 1944, modifiés par l'arrêté en conseil numéro 3286 du 29 août 1944, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté en conseil numéro 3422 du 28 août 1946.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 7 septembre 1946. 15590-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3427, du 28 août 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1946 au 10 septembre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires établis: minimum de \$0.85 de l'heure.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de

## NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships, formed under decree number 3087, of August 7, 1946, and whose corporate seat is in the City of Sherbrooke, have been approved by Order in Council number 3424, of August 28, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 7, 1946. 15589-0

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, approved by Order in Council number 3157, of August 16, 1944, amended by Order in Council number 3286, of August 29, 1944, have again been amended by Order in Council number 3422, of August 28, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 7, 1946. 15590-0

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 1764, of September 2, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 3427 of August 28, 1946, in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

## 1. Assessments

The period of levy shall extend from September 10, 1946, to September 10, 1946, and apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages fixed: minimum of \$0.85 per hour.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their regular wages and of their percentages.

## 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the

travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit comité à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Est annexé au présent règlement un état des recettes et des déboursés prévus au Comité paritaire de l'industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1946 et le 10 septembre 1947.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1946 et le 10 septembre 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$1,050.00
Cotisations des salariés.....	1,050.00
Honoraires d'examens.....	140.00
	<hr/>
	\$2,240.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire-gérant et inspecteur.....	\$1,820.00
Frais légaux.....	130.00
Vérifications.....	20.00
Papeteries, timbres, etc.....	70.00
Téléphone.....	65.00
Divers.....	135.00
	<hr/>
	\$2,240.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 7 septembre 1946. 15610-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 3174, du 16 août 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3429, du 28 août 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective

hourly wage rate and the money collected for a given period.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee, and transmit it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree, the sums owed to the Parity Committee and mail them to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they are sent to the Parity Committee. The said committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30 and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1946, and September 10, 1947.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1946, and September 10, 1947.

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$1,050.00
Employees' assessments.....	1,050.00
Examination fees.....	140.00
	<hr/>
	\$2,240.00

Expenses:

Salaries: Secretary-manager and inspector.....	\$1,820.00
Legal charges.....	130.00
Audition.....	20.00
Stationery, stamps, etc.....	70.00
Telephone.....	65.00
Miscellaneous.....	135.00
	<hr/>
	\$2,240.00

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, September 7, 1946. 15610-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, whose corporate seat is in Montreal, established under decree number 3174 of the 16th of August, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 3429, of August 28, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act

(Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

(Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

### 1. Cotisation

### 1. Levy

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 19 août 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 19th of August 1947 and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1-8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent aux employés régis par le décret numéro 3174.

a) The professional employers governed by the Decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1-8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 3174.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 3174 doivent également payer au comité paritaire 1-8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régis par ledit décret.

b) All the artisans subject to Decree No. 3174 must also pay to the Parity Committee 1-8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said Decree.

c) Les salariés régis par le décret numéro 3174 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1-8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

c) The employees governed by the said Decree No. 3174 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1-8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

### 2. Mode de perception

### 2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of everyone of his employees the sums owed to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

### 3. Rapport financier

### 3. Financial Report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1946, March 31st and June 30th 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période se terminant le 19 août 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending August 19th, 1947.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DU MÉTAL EN FEUILLE  
655, Immeuble New Birks  
Montréal

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL  
FABRICATING INDUSTRY  
655, New Birks Building,  
Montreal

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 3174.

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the administration of Decree No. 3174.

Période du 19 août, 1946, au 19 août 1947.

Period from August 19th, 1946, to August 19th 1947.

<b>Recettes:</b>		<b>Receipts:</b>	
Cotisations des employeurs professionnels . . . . .	\$ 5,000.00	Levies from professional employers . . . . .	\$ 5,000.00
Cotisations des salariés . . . . .	5,000.00	Levies from employees . . . . .	5,000.00
	<u>\$10,000.00</u>		<u>\$10,000.00</u>
<b>Débourssés:</b>		<b>Disbursements:</b>	
Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$400.00 par mois) . . . . .	\$ 4,800.00	Building Materials Joint Committee (services at \$400.00 per month) . . . . .	\$ 4,800.00
Auditeur . . . . .	175.00	Auditor . . . . .	175.00
Secrétaire-trésorier . . . . .	300.00	Secretary-Treasurer . . . . .	300.00
Frais légaux . . . . .	1,200.00	Legal Expenses . . . . .	1,200.00
Impression et papeterie . . . . .	345.00	Printing and Stationery . . . . .	345.00
Frais de déplacement . . . . .	1,000.00	Traveling Expenses . . . . .	1,000.00
Divers et dépenses imprévues . . . . .	300.00	Unforeseen expenses and sundries . . . . .	300.00
Jetons de présence . . . . .	1,080.00	Attendance fees . . . . .	1,080.00
Dépenses générales et dépenses de bureau . . . . .	800.00	Office expenses and miscellaneous . . . . .	800.00
	<u>\$10,000.00</u>		<u>\$10,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, le 7 septembre 1946. 15609-0

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, September 7, 1946. 15609-0

**AVIS DE PRÉLÈVEMENT**

**NOTICE OF LEVY**

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de Détail des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2331, du 17 juin 1940, et amendements, est chargé de surveiller l'application du décret numéro 2861, du 17 juillet 1946, relatif aux établissements commerciaux de détail dans la ville de Richmond et le village de Melbourne et un rayon de trois milles de leurs limites, a été autorisé par règlement approuvé par l'Assemblée en conseil numéro 3327, du 21 août 1946, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Eastern Townships Retailers' Joint Committee, formed under decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, and entrusted with the administration of decree number 2861, of July 17, 1946, relating to the retail commercial establishments in the town of Richmond and the village of Melbourne and a radius of three miles from their limits, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3327, of August 21, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter described:

**1. Cotisation**

**1. Levy**

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Gazette officielle de Québec au 27 juillet 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the Quebec Official Gazette until July 27, 1947; such levy shall apply as follows:

- a) les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2861 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret;
- b) les artisans assujettis au décret numéro 2861 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire moyen établi pour les salariés, soit \$20.00 par semaine;
- c) les salariés assujettis au décret numéro 2861 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

- a) The professional employers governed by the decree number 2861 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree;
- b) The artisans governed by the decree number 2861 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the average wages established for the employees, namely \$20.00 per week;
- c) The employees governed by the decree number 2861 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their regular wages and of their percentages.

**2. Mode de perception**

**2. Mode of collection**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire peut mettre à la disposition des employeurs professionnels régis par le décret des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee may supply the professional employers governed by the decree with report forms on which the following shall be indicated: the name in full and address

de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé ainsi que les sommes qui doivent être versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le comité paritaire exige que le rapport de l'employeur professionnel dûment signé et accompagné des cotisations, de même que les cotisations des artisans, lui soient remis à son siège social à 29 rue Gordon, Sherbrooke, dans les dix (10) jours qui suivent la fin de chaque mois de calendrier.

Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire du Commerce de Détail des Cantons de l'Est, prévus pour l'administration du décret numéro 2861 du 17 juillet 1946, pendant la période comprise entre le 1er août 1946 et le 27 juillet 1947.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL  
DES CANTONS DE L'EST

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour l'administration du décret numéro 2861 du 17 juillet 1946, pendant la période comprise entre le 1er août 1946 et le 27 juillet 1947.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels .....	\$175.00
Salariés. ....	175.00
Artisans .....	150.00
	<hr/>
	\$500.00
<i>Déboursés:</i>	
Administration .....	\$260.00
Frais de déplacement. ....	40.00
Frais légaux. ....	100.00
Papeterie, timbres. ....	60.00
Divers. ....	40.00
	<hr/>
	\$500.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 7 septembre, 1946. 15611-o

of every employee in their employ, his competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid as well as the sums to be sent to the Parity Committee.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and send such sums himself to the said Committee.

The Parity Committee requires that the report of the professional employer, duly signed, together with the assessments, as well as the assessments of the artisans, reach its corporate seat, 29 Gordon street, Sherbrooke, within the ten (10) days following the expiration of each calendar month.

The Parity Committee has the right and the power to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour, on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30, and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and the disbursements of the Eastern Townships Retailers' Joint Committee for the administration of the decree number 2861, of July 17, 1946, for the period comprised between August 1, 1946, and July 27, 1947.

EASTERN TOWNSHIPS RETAILERS'  
JOINT COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbursements for the administration of the decree number 2861, of July 17, 1946, for the period between August 1st, 1946, and July 27, 1947.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers .....	\$175.00
Employees. ....	175.00
Artisans .....	150.00
	<hr/>
	\$500.00
<i>Disbursements:</i>	
Administration .....	\$260.00
Travelling expenses. ....	40.00
Legal fees. ....	100.00
Stationery, stamps. ....	60.00
Miscellaneous. ....	40.00
	<hr/>
	\$500.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, September 7, 1946. 15611-o

**Index de la Gazette officielle  
de Québec, N° 36**

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 36**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dussault vs Gagnon. ....	2401
Gagnon vs Gauthier. ....	2401

Dussault vs Gagnon. ....	2401
Gagnon vs Gauthier. ....	2401

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3430 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.....	2402
3431 — Industrie de la construction dans la cité de Sorel.....	2404
3432 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe.....	2402

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2381 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2381
------------------------------------	------

AVIS DIVERS:

ORDERS IN COUNCIL:

3430 — Barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval.....	2402
3431 — Construction industry in the city of Sorel.....	2404
3432 — Barber and hairdresser trades in the district of St-Hyacinthe.....	2402

MISCELLANEOUS NOTICES:

Cie de Construction St-Marc (Directeurs).....	2408
John Lewis Industries Limited (Directeurs).....	2408
L'Abord-à-Plouffe, village de (Obtention de lettres patentes).....	2409
Lachine, cité de (Rachat d'obligations).....	2406
L'Association des Employés des Services Hospitaliers et d'Institutions Religieuses Inc. de Sherbrooke (Nom changé).....	2465
Le Syndicat de l'U.C.C. de Esprit-Saint (Formation).....	2407
Le Syndicat de l'U.C.C. de Garthby (Formation).....	2405
Le Syndicat de l'U.C.C. de Précieux-Sang (Formation).....	2408
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Ouelle (Formation).....	2406
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Rose (Formation).....	2409
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Camille de Wolfe (Formation).....	2406
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Anne-de-Varenes (Formation).....	2407
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Félicité (Formation).....	2408
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine (Formation).....	2406
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Méthode (Formation).....	2407
Manoir St-Castin Inc. (Directeurs).....	2409
Syndicat Coopératif de Bien-être Social et de Développement Industriel de St-Raymond (Fondation).....	2409
Syndicat d'Aqueduc des Rangs 3 et 4 (Fondation).....	2407
Syndicat de Travail de Beaucanton (Fondation).....	2407

Cie de Construction St-Marc (Directeurs).....	2408
John Lewis Industries Limited (Directeurs).....	2408
L'Abord-à-Plouffe, village of (Application for letters patent).....	2409
Lachine, city of (Redemption of bonds).....	2406
L'Association des Employés des Services Hospitaliers et d'Institutions Religieuses Inc. de Sherbrooke (Name changed).....	2405
Le Syndicat de l'U.C.C. de Esprit-Saint (Formation).....	2407
Le Syndicat de l'U.C.C. de Garthby (Formation).....	2405
Le Syndicat de l'U.C.C. de Précieux-Sang (Formation).....	2408
Le Syndicat de l'U.C.C. de Rivière Ouelle (Formation).....	2406
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Rose (Formation).....	2409
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Camille de Wolfe (Formation).....	2406
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Anne-de-Varenes (Formation).....	2407
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Félicité (Formation).....	2408
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine (Formation).....	2406
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Méthode (Formation).....	2407
Manoir St-Castin Inc. (Directors).....	2409
Syndicat Coopératif de Bien-Etre Social et de Développement Industriel de St-Raymond (Foundation).....	2409
Syndicat d'Aqueduc des Rangs 3 et 4 (Foundation).....	2407
Syndicat de Travail de Beaucanton (Foundation).....	2407

CHARTES — ABANDON DE:

Frank Peden Inc.....	2410
L'Équipe Inc.....	2410
The Springpole Gold Mines Limited.....	2410

CHARTERS — SURRENDER OF:

Frank Peden Inc.....	2406
L'Équipe Inc.....	2410
The Springpole Gold Mines Limited.....	2410

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Beurrerie Coopérative de St-Frédéric..	2410
Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de St-Claude.....	2410

AGRICULTURE:

Beurrerie Coopérative de St-Frédéric..	2410
Société Coopérative Agricole de Produits Laitiers de St-Claude.....	2410

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Portneuf, munic. scolaire de.....	2411
-----------------------------------	------

EDUCATION:

Portneuf, school munic. of.....	2411
---------------------------------	------

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Prélèvement).....	2423
---	------

LABOUR:

Joint Committee of the sheet metal fabricating industry (Levy).....	2423
---	------

Comité paritaire de l'industrie de la chaussure (Prolongation de prélèvement) .....	2421	Joint Committee of the shoe industry (Extension of levy) .....	2421
Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel (Prélèvement) .....	2422	Joint Committee of the building industry of Sorel (Levy) .....	2422
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile des Cantons de l'Est (Approbation de règlements) .....	2422	Joint Committee of the automobile industry of the Eastern Townships (Approval of by-laws) .....	2422
Comité paritaire du commerce de détail des cantons de l'Est (Prélèvement) .....	2425	Eastern Townships retailers' joint committee (Levy) .....	2425
Comité paritaire du commerce de l'alimentation en gros de Québec (Avis) .....	2422	Quebec wholesale food trade parity committee (Notice) .....	2422
<b>TRÉSOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Canada Health and Accident Assurance Corporation .....	2411	Canada Health and Accident Assurance Corporation .....	2411
Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos ..	2411	Société de Secours Mutuels des Employés de la Canadian John's Manville Company Limited d'Asbestos ..	2411
<b>EXAMENS DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATIONS:</b>	
Bedford: étude du droit .....	2411	Bedford: study of law .....	2411
Trois-Rivières: étude du droit .....	2412	Trois-Rivières: study of law .....	2412
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Birdee Togs Inc. ....	2382	Birdee Togs Inc. ....	2382
Bleury Building Inc. ....	2383	Bleury Building Inc. ....	2383
Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée. ....	2383	Club Athlétique des Trois-Rivières Limitée. ....	2383
Compagnie du Lac Boivin Limitée ....	2384	Compagnie du Lac Boivin Limitée ....	2384
Consumers Trading Corporation. ....	2384	Consumers Trading Corporation. ....	2384
Cowansville Theatre Co. ....	2384	Cowansville Theatre Co. ....	2384
Dominion Concerts Inc. ....	2385	Dominion Concerts Inc. ....	2385
Ideal Supply Co. ....	2385	Ideal Supply Co. ....	2385
John Danaher Inc. ....	2386	John Danaher Inc. ....	2386
Kent Trading Corporation. ....	2386	Kent Trading Corporation. ....	2386
La Briqueterie St-Tite Ltée .....	2387	La Briqueterie St-Tite Ltée .....	2387
La Compagnie Edouard Jutras Limitée	2387	La Compagnie Edouard Jutras Limitée	2387
La Ligue des Propriétaires de Duparquet, Québec. ....	2388	La Ligue des Propriétaires de Duparquet, Québec. ....	2388
Le Maître Voilier Inc. ....	2388	Le Maître Voilier Inc. ....	2388
Les Messageries du Saint-Laurent Ltée	2389	Les Messageries du Saint-Laurent Ltée	2389
Le Syndicat d'Initiative de Lévis, Limitée. ....	2389	Le Syndicat d'Initiative de Lévis, Limitée. ....	2389
L'Étude au Foyer Limitée—Home Study Publishing Company Ltd. ....	2390	Home Study Publishing Company Ltd.—L'Étude au Foyer Limitée. ....	2390
Ligue de Vigilance Sociale—Citizens' Vigilance League .....	2391	Citizens' Vigilance League—Ligue de Vigilance Sociale. ....	2391
Loom Sales Corporation .....	2392	Loom Sales Corporation .....	2392
L. Pepin Inc. ....	2392	L. Pepin Inc. ....	2392
Manoir St-Romuald Inc. ....	2392	Manoir St-Romuald Inc. ....	2392
Moore & Frère Limitée. ....	2393	Moore & Frère Limitée. ....	2393
Northern Plumbing Limited. ....	2393	Northern Plumbing Limited. ....	2393
Orphelinat Saint-Joseph de Waterville.	2394	Orphelinat Saint-Joseph de Waterville.	2394
Paraplastics Ltd. ....	2394	Paraplastics Ltd. ....	2394
Pontiac Oil Co. Ltd. ....	2395	Pontiac Oil Co. Ltd. ....	2395
Princess Manufacturing Inc. ....	2395	Princess Manufacturing Inc. ....	2395
Raymond Motor Supply Ltd. ....	2396	Raymond Motor Supply Ltd. ....	2396
St-Eustache Golf & Country Club Inc.	2396	St-Eustache Golf & Country Club Inc.	2396
Supreme Manufacturing Inc. ....	2397	Supreme Manufacturing Inc. ....	2397
Symo Dress Pants Co. Ltd. ....	2397	Symo Dress Pants Co. Ltd. ....	2397
The Lord Reading Yacht Club Inc. ....	2398	The Lord Reading Yacht Club Inc. ....	2398
The World Wide Trading & Exporting Co. Ltd. ....	2398	The World Wide Trading & Exporting Co. Ltd. ....	2398
Toiles Vénitienes de Dorchester Inc.—Dorchester Venitian Blinds Inc. ....	2399	Dorchester Venitian Blinds Inc.—Toiles Vénitienes de Dorchester Inc. ....	2399
Trend Fashions Ltd. ....	2399	Trend Fashions Ltd. ....	2399
United Auto Parts (Uptown) Ltd. ....	2400	United Auto Parts (Uptown) Ltd. ....	2400
Universal Wiping Products Ltd. ....	2400	Universal Wiping Products Ltd. ....	2400
Unlisted Securities Limited .....	2401	Unlisted Securities Limited .....	2401
<b>MINUTES DE NOTAIRES:</b>		<b>NOTARIAL MINUTES:</b>	
St-Pierre, Louis-Albert .....	2412	St-Pierre, Louis-Albert .....	2412

Villeneuve, Charles-Édouard, en faveur de . . . . .	2412	Villeneuve, Charles-Edouard, in favour of. . . . .	2412
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses. . . . .	2412	Miscellaneous . . . . .	2412
<b>PROCLAMATIONS:</b>		<b>PROCLAMATIONS:</b>	
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Bauneville. . . . .	2414	Concerning the coming into force of the cadastre of the township of Bauneville	2414
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton Milnikek. . . . .	2416	Concerning the coming into force of the cadastre of a part of the township of Milnikek. . . . .	2416
Concernant l'annexion d'un certain territoire du canton Ste-Cécile-de-Milton au canton Granby. . . . .	2415	Concerning the annexation of a certain territory of the township of Ste-Cécile-de-Milton to the township of Granby.	2415
<b>SIÈGE SOCIAL:</b>		<b>HEAD OFFICE:</b>	
Les Messageries du Saint-Laurent Limitée. . . . .	2417	Les Messageries du Saint-Laurent Limitée. . . . .	2417
<b>SOUMISSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Cap-de-la-Madeleine, cité de . . . . .	2420	Cap-de-la-Madeleine, city of . . . . .	2420
Chambly Canton, village de. . . . .	2420	Chambly Canton, village of. . . . .	2420
Commission Métropolitaine de Montréal	2417	The Montreal Metropolitan Commission	2417
Drummondville, cité de. . . . .	2419	Drummondville, city of. . . . .	2419
<b>VENTE PAR SHÉRIF:</b>		<b>SHERIFF'S SALE:</b>	
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Duska vs Serbin. . . . .	2421	Duska vs Serbin. . . . .	2421
15612-o		15612-o	

